

VOIX DES TRAVAILLEUSES MIGRANTES DU BÉNIN

| Témoignages |



**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG



VOIX DES TRAVAILLEUSES MIGRANTES DU BÉNIN

| Témoignages |

CHRISTON éditions

La présente publication est réalisée dans le cadre du projet international **"Promoting Migration Governance" PROMIG-FES (2021-2025)** de la Fondation Friedrich Ebert en Tunisie. Elle est réalisée par le bureau de la Fondation Friedrich Ebert au Bénin et constitue le 2ème numéro d'une série portant sur la femme migrante.

Ce projet est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et de Développement (BMZ).

PROMIG-FES est conçu autour de l'idée de promouvoir le rôle des partenaires sociaux, et notamment des syndicats, dans la gouvernance concertée des migrations et de la mobilité basée sur les droits et le dialogue social. Ce projet est développé autour d'une approche multi-acteurs favorisant la coopération et la coordination entre les différentes parties-prenantes. Il s'inscrit dans une approche multidimensionnelle des migrations de travail, avec des activités pilotes qui serviront à alimenter une réflexion alternative à l'approche sécuritaire.

Les points de vue exprimés dans cette publication ne sont pas obligatoirement ceux de la Fondation Friedrich Ebert (FES) ou des organismes pour lesquels travaille l'auteur.

L'usage commercial de tous les médias publiés par la Fondation Friedrich Ebert (FES) n'est pas permis sans l'accord écrit de la FES.

Publication

Fondation Friedrich Ebert en Tunisie. 2022. *Voix des travailleuses migrantes du Bénin - Témoignages*. Série du projet PROMIG-FES (2021-2025), n°9/2022.

Contact

Fondation Friedrich Ebert - Bureau de Tunisie

4, rue Bachar Ibn Bord

2078 La Marsa - Corniche

Tél. : (+216) 71 77 53 43

E-mail : info.tn@fes.de

www.mena.fes.de

Illustrations et mise en page

Moez Ben Ismail

© 2022 Fondation Friedrich Ebert en Tunisie.

Tous droits réservés.

ISBN : 978-99982-66-11-7

AVANT-PROPOS

Depuis près de deux décennies, la Migration fait l'objet d'un processus d'internationalisation qui amène les Etats et d'autres acteurs à mesurer les enjeux qu'elle soulève, à en débattre de façon accrue et à agir pour relever les défis. Les migrations, quelles que soient leurs spécificités, constituent donc un enjeu globalement complexe pour tous les pays du monde.

La migration, sous son angle global, est un facteur de développement, mais elle est aussi, sous l'angle de la vulnérabilité, source d'insécurité, de perte de compétence, de violation des droits humains et de toutes sortes de maltraitances, etc. Autant de qualificatifs contradictoires animent les débats et actions sur la migration et qu'il faut concilier.

En effet, depuis quelques temps maintenant, la féminisation des migrations africaines s'accroît à l'instar de la statistique mondiale qui révèle que le nombre de femmes migrantes est de 135 millions, soit 48,1% de la population mondiale de Migrants transfrontaliers.

Ainsi les femmes autrefois logées dans une migration passive faite dans l'ombre des hommes, se retrouvent aujourd'hui très active et motrice de la migration. Les facteurs en Afrique sont liés aux difficultés économiques énormes, aux contraintes de l'application de certaines normes sociales, aux vendeurs d'illusion... qui poussent un bon nombre de femmes africaines et béninoises en particulier, à fuir leur milieu naturel, leur pays et aller vers ailleurs à travers les frontières terrestre, aérienne et maritime à la recherche d'un mieux-être pour leurs familles, surtout les enfants, restés au pays.

Une fois dans les pays d'accueil, certaines d'entre elles se retrouvent en face d'une grande désillusion parce qu'elles sont vulnérables par la violation de leurs droits et par toutes sortes de sévices et de vicissitudes qu'elles subissent.

Ainsi, le présent document a pour objectif de lever un coin de voile sur la situation réelle des femmes béninoises vivant hors de chez elles en amplifiant leur voix. Il propose aussi un dispositif national d'alerte et de dénonciation sur les violences, les harcèlements et les abus subis par les travailleuses migrantes du Bénin afin de mieux les protéger et les défendre.

Ce sont en effet ces situations récurrentes de violences qui ont amené la Fondation Friedrich Ebert à instaurer une telle étude, pour mieux sensibiliser les populations, les acteurs de défense des droits des migrants, de faire des plaidoyers au niveau des gouvernants et institutions afin de trouver des solutions idoines à ces problèmes.

Ce document est le fruit d'un travail collaboratif mettant à profit l'engagement de la PMB, de la Fondation Friedrich Ebert et de ses partenaires. Une approche multi-acteurs pour sortir les femmes victimes de leur silence pour leur donner de la voix et permettre aux décideurs et acteurs sociaux de se mettre sur leurs voies, sentir leur désespoir et douleur afin de relever ensemble les défis.

Dr Iris NOTHOFER

Représentante Résidente
Fondation Friedrich Ebert
Bureau Bénin

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
MOT D'INTRODUCTION	7
TÉMOIGNAGES	10
D'un enfer à un autre	11
Au pays de l'oncle Sam	15
Dans les limbes du Koweït	19
Le rêve errant	25
Le reve brisé	29
Le destin rattrapé	35
Miss you, Koweït	41
Une béninoise au Gabon	47
Une migrante pas comme les autres	51
Au pays des hommes intègres	55
Les suaires du Liban	59
Cuisinière en quête de recette en Guinée Équatoriale	65
L'enfer en Libye	69
Chez les Ottomans	73
EN TERME D'ÉPILOGUE	79



MOT D'INTRODUCTION

Comme vous le savez, la migration a toujours été un enjeu de développement pour toutes les nations car, qu'on le veuille ou non, la migration est inhérente à l'humanité. Les migrations ont toujours existé. Quelles que soient leurs causes et leurs formes (internes ou externes), elles ont été à la base de la construction de ce monde. Elles sont l'expression d'un désir de mieux-vivre, d'une recherche consubstantielle du bonheur ou simplement un réflexe de survie pour celles et ceux qui les expérimentent. Mais ce périple n'est pas toujours l'eldorado qu'espéraient les migrants.es. D'ailleurs, l'actualité internationale foisonne de scènes horribles à la limite de la déshumanisation vécues par des candidats.es à la migration. Aucune partie de la planète terre ne semble être aujourd'hui à l'abri d'histoires dramatiques relatives à la migration. Des stigmatisations les plus banales aux maltraitements les plus sordides en passant par les restrictions inédites introduites dans les législations nationales, les groupes de défense des droits des migrants.es n'ont pas la tâche facile dans un environnement national, régional et mondial marqué par les instabilités politiques, les guerres, la pauvreté, le chômage etc.

Même si la plupart du temps, les maltraitements et les violences touchent aux migrants.es sans discrimination du genre, la situation des femmes est parfois plus dramatique. Le rôle de la femme dans nos sociétés en Afrique est nodal. S'appuyer sur la femme migrante pour attirer l'attention des jeunes, des familles, des décideurs et autres groupes sociaux sur les réalités de la migration—à-tout prix est le choix opéré par la Plateforme Multi-acteurs de la Migration au Bénin (PMB) avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert, pour sensibiliser. Cet ouvrage s'inscrit dans une série de recueil de témoignages des femmes migrantes. Un travail documentaire et d'analyse initié par le collectif syndical RSMMS (Réseaux Syndical Migrations Méditerranéennes Subsahariennes), pour faire écho aux combats des femmes africaines. Aller au contact des récits de migrantes, écouter leurs voix pour les porter au pinacle afin que le commun des béninois découvre ce que vivent nos compatriotes migrantes. En effet, la migration racontée par les principales concernées, est un moyen efficace de lancer le débat sur les aspects les plus préoccupants de la problématique. La PMB est donc allée recueillir la parole, non pas des hommes, mais plutôt des femmes, principales concernées, pour restituer, avec leurs mots et leur émotion, les histoires individuelles, les parcours, les espoirs, les désillusions, les regrets et les attentes.

Et cette aventure humaine a permis de revoir nombre de nos illusions. Par exemple, on a cru, pendant longtemps, que la migration irrégulière était la seule source des problèmes migratoires, des difficultés de vie des migrant.es, des violations des droits humains, de l'esclavage. Non ! Nombre de voyages, commencés avec tous les attributs de la régularité se sont révélés dramatiques et incroyablement déshumanisantes avec assez souvent la caution de l'appareil étatique.

Dans ce numéro, vous avez quatorze (14) voix et voies de migrantes ! Des voix à perdre haleine qui, dans les dédales de leurs expériences, les unes plus rocambolesques que les autres, donnent à lire le martyre que vivent nos compatriotes dans la plupart des pays que ce soit en Afrique, en Europe ou en Extrême-Orient. C'est aussi quatorze voies tortueuses d'espérance, de construction de soi, de quête intime et sincère d'un ailleurs présenté comme idyllique qui semblait leur offrir toutes les garanties d'un bonheur certain. Mais ces voies sont devenues des voix plaintives, craintives, mal-aimées parce qu'africaines, parce que béninoises et par surcroit, parce que féminines ! Elles ont vécu toutes les bassesses du genre humain. De l'esclavage aux violences physiques, psychologiques, voire sexuelles, parfois sans aucune voie de recours et dans l'indifférence. En tant que travailleuses, elles ont vécu toutes les violations de droits du travail. Déficit de travail décent, absence de couverture sociale, inexistence de contrat de travail, confiscation de document de pièces d'identité, non-respect des horaires de travail etc. mais le pire est le sentiment d'être abandonné par leur Etat, leur pays, leur gouvernement.

Le lecteur se rendra compte que beaucoup parmi les femmes qui ont accepté de témoigner, ont pris la décision de rebrousser chemin, de revenir vers leur famille, leurs enfants, leurs conjoints. Elles ont décidé de se reconstruire, de se battre dans leur patrie aux côtés de leurs proches. Mais pour la plupart la réinsertion est difficile sans moyen et sans aucun dispositif national officiel pour les accompagner matériellement, financièrement et pour une prise en charge psychologique. On ne s'étonne donc pas de les entendre affirmer leur détermination à repartir dans l'enfer encore récent de la migration qu'elles ont vécue et racontée. Et l'on se surprend à être indulgent vis-à-vis de dame Aichatou qui, pour survivre à Cotonou et élever ses enfants, a mis son expérience au Koweït pour se transformer elle-même en rabatteuse pour des trafiquants ou convoyeurs.

Fort heureusement, des quinze témoignages reçus, il y en a qui sont des exemples de migration moins tragiques ou plus heureuses. En effet, une éducation et une formation solides au départ, semblent exposer moins les candidates à la migration. L'histoire de Priscille infirmière aux USA ou de Victorine au Gabon sans être paradisiaques celles qui atténuent l'horreur des récits venus du Liban, de la Lybie etc..

Chers lecteurs ! La Plateforme multi-acteurs de la Migration au Bénin (PMB) est heureuse de vous présenter le joyau que vous avez entre les mains : ***Voix des femmes migrantes du Bénin***. Grâce à cet ouvrage précieux, nous espérons pouvoir compter sur vos voix, vous qui entendrez, au fil de ces pages, celles de vos compatriotes migrantes qui ont survécu à la migration difficile ou qui y vivent encore. Puissent toutes nos voix ensemble retentir aux oreilles des familles qui poussent leurs enfants dans l'illusion !

Nous sommes interpellés pour veiller à l'éducation de la fille, à sa scolarisation, à sa formation !

Nous sommes interpellés pour mieux regarder l'installation et le fonctionnement des agences de recrutement qui pullulent aujourd'hui dans nos grandes grandes villes au Bénin. Faute de régulation et de contrôle, ces intermédiaires tissent à partir du rêve de nos compatriotes les chaînes du trafic humain et du travail forcé.

Nous sommes interpellés pour revoir les accords diplomatiques avec certains pays, certaines destinations ou nos compatriotes sont traitées comme des esclaves sous le couvert de pratiques rendues officielles par nos errances dans la gouvernance !

Nous sommes interpellés par l'irresponsabilité des parents !

Unissons nos voix pour des mesures politico-administratives afin que de meilleures sollicitudes soient apportées à nos compatriotes, où qu'ils soient dans le monde !

Anselme Coovi AMOUSSOU

*Coordonnateur de la Plateforme Multi-acteurs
de la Migration au Bénin*

Nous tenons à rendre hommage à ces travailleuses qui ont accepté de partager avec nous leur quotidien, parfois jusqu'aux plus intimes secrets de leur vie, grattant ainsi les cicatrices de blessures profondes.

Enquête et retranscription des témoignages :

*Anselme Coovi AMOUSSOU
Nouratou ZATO KOTO YERIMA
Miguèle HOUETO
Goria KPONOU
Nèfissatou A. ADJIN
Lamine CISSE
Florent Médéssè ZEKPON
Narcisse ZANNOU
Antonin Komlan HOUNGBADJI
Marie-Louise BIDIAS*



DIVINE

D'un enfer à un autre

La recherche du bonheur est un besoin propre à l'humanité. Dans cette quête, il est des expériences qui dénudent l'être de toute humanité.

Il y a quelques mois, j'ai bouclé cinquante ans de vie sur terre. Loin de la terre qui m'a vu naître. Je suis mariée. Mère de plusieurs enfants. Au Bénin, j'étais commerçante. Et cela me réussissait bien. Il m'arrivait même d'effectuer des voyages d'affaires. Mais tout ceci va basculer en un rien de temps.

Le monde entier vivait une crise économique et financière. J'allais aussi vivre bientôt ma crise : mes affaires commençaient à tourner au ralenti. Mes partenaires d'affaires n'honoraient plus convenablement leurs engagements. Les relances, les menaces et les mots doux n'y ont rien changé. Très vite, la liste de mes débiteurs s'était allongée et je me retrouvais en difficulté : je n'arrivais plus à honorer les échéances auprès des institutions de Microfinance qui m'étaient d'un grand appui dans mes activités.

L'horizon commençait à s'obscurcir devant moi. Les questions s'empilaient dans ma tête. Une seule question me taraudait l'esprit : « Comment me sortir de cette situation ? ». Je ne savais plus où donner de la tête. Un jour, j'ai fini par me confier à un ami rencontré dans le cadre des activités de l'équipe des supporteurs des Ecureuils (l'équipe nationale de football du Bénin) lors d'un voyage au pays des Pharaons :

« - Et si tu allais te chercher ailleurs ? m'avait-il suggéré.

- Ailleurs ? Mais où ? lui avais-je demandé.

- Au Koweït, avait-il indiqué ».

Depuis cette conversation, le mot « Koweït » n'a pas quitté mon esprit. Il s'est même installé. La consigne était claire ne pas en parler autour de moi pour donner des chances à ce projet d'aboutir. Au point où ma situation financière en était, le voyage sur le Koweït, plus qu'une chance, c'était la voie du renflouement pour moi et ma famille. Certaines rumeurs qui me parvenaient à l'époque laissaient entendre que des filles qui faisaient le voyage dans ces pays arabes faisaient des économies, de petites fortunes au pays. Il fallait donc travailler à voir se concrétiser ce voyage.

Comme une bénédiction du Ciel, les choses se sont mises en place en quelques mois seulement. Une amie vivant au Togo, à qui je m'étais parallèlement confiée, s'est aussi proposée de m'aider. Après quelques mois d'attente, je me retrouvai avec deux visas signe d'abondance et de chance pour moi. J'ai opté pour une famille qui m'a offert la possibilité de m'héberger en contrepartie de quelques tâches ménagères. De quelle nature ? Dans quelle étendue ? Je ne m'étais nullement posé

ces questions. Surtout qu'il était dit que j'aurai l'équivalent de cent vingt mille francs CFA par mois. Cerise sur le gâteau, la famille d'accueil s'était aussi engagée à m'offrir le billet d'avion. Promesse tenue !

Le Koweït m'attendait les bras ouverts ! En 2019, j'ai embarqué sur le vol de départ pour le Koweït, avec une escale à Addis-Abeba. Après des heures de vol, je me retrouve à l'aéroport international de Koweït City. Mais je n'ai pas tardé à vivre ma première sueur froide. Relevant le nez de l'une de mes valises, le policier qui me faisait passer le contrôle m'adressa des mots en arabe dont je n'avais rien compris. Il a dû faire un geste m'invitant à me mettre de côté. Je commençais presque à me demander ce qui n'allait pas.

J'ai été très vite située. Dans mes affaires, se trouvaient deux bouteilles de liqueur. L'expression du visage des agents et les gestes qui accompagnaient leurs propos m'ont fait comprendre que ces deux bouteilles posaient problème.

L'alcool est interdit dans le pays. Mes yeux s'embuaient déjà. Comment me faire comprendre ? Comment faire savoir aux agents que ce sont les gens de ma famille d'accueil qui m'avaient demandé d'en apporter ? Je n'ai pas su à quel moment je m'étais mise à couler des larmes. Ce jour-là, je sortirai de cet aéroport grâce à l'intervention de mon futur tuteur. Il m'avait communiqué, avant mon départ du Bénin, un numéro de téléphone à contacter en cas de nécessité. Ma chance : il était policier de profession.

Sortie de l'aéroport, j'ai d'abord fait deux jours au domicile de la soeur de ma future patronne. J'y retrouve des domestiques de nationalité ghanéenne qui étaient chargées de m'initier aux différentes tâches que j'aurai à accomplir une fois dans ma famille d'accueil. L'initiation terminée, j'ai été conduite dans une belle et vaste maison. J'ai été installée dans le quartier des domestiques où je partageais la chambre avec six autres domestiques d'origines diverses.

Mon passeport, curieusement, m'a été retiré. Il ne m'a pas fallu longtemps pour découvrir que j'étais au service de dix-sept personnes. J'avais aussi entièrement à charge un triplet d'enfants obèses. Et je me devais de les porter au même moment : je mettais l'un au dos, les deux autres dans mes bras qui étaient déjà moins chanceux en chair.

Il fallait déjà être sur pieds à cinq heures du matin et je n'avais la possibilité de fermer les yeux qu'autour d'une heure du matin. J'avais à m'organiser pour assurer le ménage, la cuisine, le repassage et les différentes tâches auxquelles chaque membre de la famille m'appelait.

A un moment, je commençais par sentir que mon corps me lâchait. Un mal de dos a fini par s'installer. Mais pour tout traitement, je me rabattais sur des comprimés de Panadol. Je devais aussi subir des violences verbales et physiques. Mais comme une gourde sous un robinet finit par se remplir et se déverser, j'en étais venue à bout.

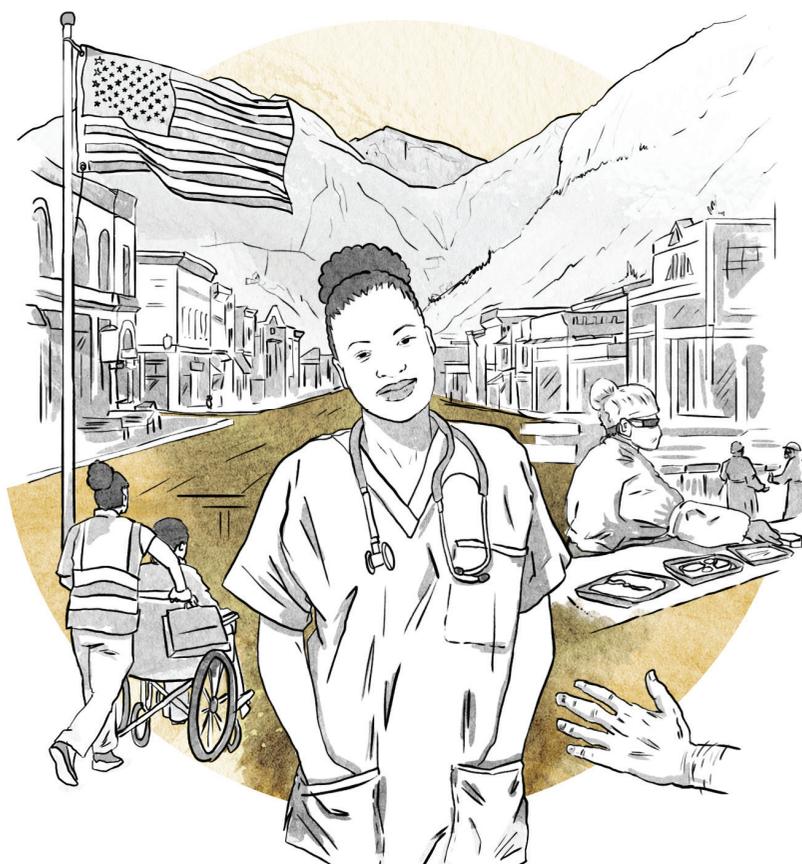
Excédée et suite à une bastonnade infligée par la soeur de ma patronne, j'ai fait une chose qui devrait me coûter chère : je lui ai filé une gifle ! J'ai été embarquée par la police et placée en détention. Coup de chance: après quelques heures de garde à vue, ma patronne était venue retirer la plainte. Mais mon quotidien dans la maison ne s'était pas amélioré pour autant, mieux, il s'est empiré comme si tout le monde voulait me faire payer l'affront de la gifle. Je ne pensais, dorénavant, qu'à une chose : Partir ! Partir de cet enfer !

Une nuit, profitant du sommeil profond dans lequel était presque toute la maison, j'ai pris la résolution de me sauver. J'ai réussi à regagner l'ambassade du Bénin au Koweït. Soulagement ! Après avoir écouté mon récit, les services de l'ambassade m'ont mise en contact avec une agence de placement qui m'a trouvé un hébergement à partager avec d'autres domestiques.

J'assure différents remplacements avec un salaire duquel je paie le loyer et un pourcentage à l'agence de placement.

Je m'appelle Divine, et je continue de me chercher au Koweït.

Depuis cinq mois, Divine est dans une situation meilleure grâce à l'agence de placement. Elle est actuellement au service d'une famille de neuf personnes et trouve sa patronne humaine même si elle continue à cumuler le travail de deux personnes. Elle ne fait plus face à des violences physiques même si le racisme et les violences verbales continuent. J'estime que les bonnes informations ne sont pas données aux personnes désireuses de se rendre au Koweït. Je souhaite que les autorités Béninoise s'impliquent lors de la négociation des accords bilatéraux de coopération entre le Bénin et le Koweït pour l'inscription de clauses du respect des droits Humains. J'en appelle aussi à la solidarité nationale pour un rapatriement volontaire des béninoises résidant au Koweït.



PRISCILLE

Au pays de l'oncle Sam

De plus en plus, les États-Unis attirent les jeunes candidats à la migration au moyen de sa politique de la Loterie Visa. Ainsi, Priscille A., jeune étudiante ayant toujours rêvé d'atterrir dans ce nouveau monde a tenté avec succès sa chance en postulant à cette Loterie Visa. Infirmière, mariée et mère de deux enfants, elle mène une vie au pays de l'oncle Sam.

Les Etats-Unis !

Ce nom a toujours sonné fort dans l'oreille de tout le monde. Même si depuis l'Afrique ce n'est pas la porte d'à-côté, l'évocation de ce nom a toujours éveillé des choses. Et il est toujours présent dans nos esprits. Dans l'actualité comme dans les films et séries, les Etats-Unis forcent l'admiration et attisent les curiosités. Cela fut mon cas !

Mon rêve prit corps en 2006. Je m'envolai pour le Colorado. Les préparatifs de mon voyage furent plus ou moins aisés, car c'était sous le régime de la « Green Card », la Loterie Visa. Je partis du Bénin, avec pour premier objectif, de poursuivre mes études de Bachelor¹ puisque j'avais fini le cursus secondaire.

Au Colorado, je séjournai, un moment, auprès de mon frère aîné pour m'imprégner des réalités du Pays de l'Oncle Sam. J'en profitai pour m'inscrire en cours d'anglais afin d'améliorer mon « speech ». L'initiation à l'anglais achevée, je m'inscrivis en cours de médecine pour obtenir le diplôme d'infirmière. Mais comme le feu dans un foyer doit être entretenu pour mener à une bonne cuisson, la flamme des rêves n'est pas toujours facile à entretenir.

Durant la formation, il fallait joindre les deux bouts. Je dus alors m'engager dans deux jobs pour arrondir les fins de mois. A peine avais-je le temps de me changer que je devais déjà être prête pour un autre boulot. J'étais passée par plusieurs petits boulots : assistance à personnes en difficulté à l'aéroport, agent d'entretien de vol, découpeuse, emballeuse de viande dans les firmes de boucherie,...

En passant d'un petit boulot à un autre comme un singe le fait d'une branche à une autre, je fis face aussi à d'autres tristes réalités inhérentes aux gens de couleur : racisme et discrimination. Pour une question de mots mal prononcés, on me faisait subir un sale quart d'heure. L'intention était claire : me pousser à bout, me pousser à la démission. Mais je tenais.

Toute endurance paie ! A la fin de la formation d'infirmière, je réussis à décrocher un job sûr : le contrat était à durée indéterminée ! Mais une fois encore, je fis face à une autre réalité attachée à mon genre : le harcèlement sexuel. Le médecin sous lequel je travaillais, un homme de race blanche, commençait par se lasser de ma résistance à ses avances. J'eus donc droit à des rapports avilissants.

¹ L'équivalent de la Licence.

Mais comme dans le cas de discrimination dont j'ai été victime dans mes précédents boulots, mes plaintes contre ce médecin furent entendues. Les supérieurs hiérarchiques mirent fin à notre collaboration et il fut mis en examen. Dans le même temps, il m'était donné de voir des Africains et personnes d'autres races subir des agressions de toutes sortes sans pouvoir se faire entendre car ils sont en situation irrégulière. Mon emploi me permit d'adhérer au syndicat Union qui défend relativement bien ses syndiqués.

La plus douloureuse épreuve qu'il m'a été donnée de vivre ces derniers temps est l'avènement de la COVID-19. Mon métier me plaça au premier plan et me poussa à vivre toutes les émotions. Aux premières heures de la grande vague de contamination et des décès, aller travailler se révéla assez éprouvant pour moi. Bien que l'équipement adéquat fût disponible, je me rendais à l'hôpital l'estomac noué par la peur de me voir contaminée. Mais le serment prêté et la vocation de servir les autres réussissaient à me donner la force de me rendre chaque matin à l'hôpital.

Âgée de trente-neuf ans aujourd'hui et mère de deux enfants, je suis Priscille A., une femme à la poursuite de ses rêves dans un pays où elle a plus de chance que ses autres congénères ayant mis le cap sur d'autres destinations.





OLGA Dans les limbes du Koweït

Olga est cette couturière âgée de 40 ans, célibataire et sans enfant, au chômage depuis belle lurette. Lassée de ses conditions de vie misérable au pays, Olga se lance dans l'aventure du Koweït où un travail juteux lui est miroité. Grande est sa surprise de se retrouver prisonnière et esclave dans son pays de destination.

Yeux larmoyants et osseux, regard perdu, cheveux à peine bouclés et sentant des jours d'abandon, corps étique qui, malgré le froid de ces pays à faible température, avait précocement vieilli. Des larmes retenues comme si le récit qu'elle allait me faire eut été un long cauchemar d'où elle sortait.

Je suis Olga S. J'ai 40 ans et je suis couturière de formation. Je serais restée dans mon pays que j'aurais déjà eu un mari, des enfants. J'exerçais le métier que j'ai appris, pour lequel j'ai sacrifié cinq ans de ma première jeunesse. Mais très tôt, ce métier me rebutait. La vie devenait difficile. Mes jours et mes nuits étaient faites de lamentations. Les clients se raréfiaient et je tombais peu à peu dans le dégoût de la vie au pays. À côté de moi, les jeunes filles prospéraient pendant que moi je me résignais sur une machine qui constituait pour moi un fardeau. Je devenais un fardeau pour moi-même. J'aurais pu tenter le suicide si une soeur revenue du Koweït ne m'avait assurée que le rêve Koweïtien, l'eldorado du petro dollars était une opportunité à saisir. Comment ne pouvais-je pas saisir cette perche. Dieu que je priais désespérément avait fini par exaucer mes vœux. L'aisance que dégageait ma soeur était une raison de plus pour tenter le voyage, pour me faire une vie.

J'allais au Koweït pour servir de nounou à des enfants. Une famille allait m'accueillir. J'aurai un bon salaire. Mon billet d'avion aller-retour était assuré. Et si je n'avais pas de passeport, je devais m'en procurer un. Le projet était beau. Je voyais déjà ma vie fleurir sur les plages de l'eldorado koweïtien, promenant les enfants dans les parcs, me bronzant sous le beau soleil et peut-être à mon retour, je serais devenue une étoile dans ma contrée de sauvages, de vie de dédain. C'était ça le rêve.

Ma soeur me présenta à des démarcheurs, qui me rassurèrent d'un travail sûr, d'une famille hospitalière et de bonnes conditions de vie. Je devrais juste tenir ma langue. Ne point divulguer cette aubaine, ce château que j'avais déjà érigé en Espagne, que dis-je, au Koweït.

Le mieux, le meilleur, était ailleurs et je devrais quitter cet enfer du pays qui m'accable chaque jour. Des dettes, des clients malhonnêtes, une vie presque de poubelle où gisaient malheureusement mes espoirs de jeune fille volés et qui cherche désespérément un chemin vers la lumière. Je consentis à entreprendre le périple en terre Koweïtienne.

Le jour du départ, en 2018, je devais rallier Lagos pour prendre un premier vol pour Addis-Abeba en Éthiopie avant de faire le relais sur le Koweït. J'étais animée d'une joie immense. Quitter Cotonou. Quitter l'enfer. Et pourtant !

La première escale sur Lagos annonçait la périlleuse aventure dans laquelle je m'étais déjà embarquée. Mais il n'y avait plus à faire demi-tour. La marche était lancée. À Lagos, j'ai connu beaucoup de tracasseries douanières. J'y ai passé une nuit accablée par des douaniers dont l'objectif était de me dissuader. J'ai fini par embarquer usant de mes charmes et de subterfuges diverses. Que pouvaient-ils réellement ?

L'étape de Lagos et d'Addis-Abeba franchie, je foulai le sol Koweïtien à 6 heures du matin, seule, au milieu de gens inconnus, épuisée, affamée, sans un sou en poche. Du moins le franc CFA avait perdu de sa valeur. J'attendis à l'aéroport de Koweït pendant 12 heures d'horloge.

C'était surplace que j'ai vu d'autres béninois et des personnes d'autres nationalités, venues aussi concrétiser le rêve saoudien.

Il sonnait 18h, heure locale du Koweït, quand mon hôte arriva enfin. C'était une dame. Elle me prit dans son véhicule. Le trajet était long. Elle confisqua aussitôt mon passeport et tous mes autres papiers. Je commençai à réaliser le drame qui se préparait.

Nous arrivâmes à destination vers 1heure du matin dans une somptueuse résidence. Je fus parcourue par une vague émotion de bonheur qui s'effilocha aussitôt quand ma patronne appela une jeune fille ivoirienne du nom de Kadama qui devrait m'indiquer une chambre, là où je vivrai. Ce n'était point une chambre mais une prison.

C'était juste un logement. Il avait quatre murs, une petite fenêtre et une porte. L'intérieur était sans confort. Pas de meuble ni de lit. Que pouvait même chercher un lit dans cette chaudière où nous n'avions même pas une minute pour dormir. Nous devrions avoir un toit. C'est pour quoi on nous logeait là comme des bêtes de somme. Une natte de fabrication locale à même le sol, une petite table servait de commode, des bagages laissés péle-mêle et une lavandière dont l'état avancé de dégradation apportait son dédain à l'ensemble qui confortait le nom donné : le logement des esclaves.

Je ne reçus aucun accueil malgré ma longue et périlleuse traversée. J'eus juste le temps de me changer et de porter mon habit de travail. C'était une blouse cousue à la manière des prisonniers. Ici on était des prisonniers. Du moins des prisonnières. J'étais ainsi immatriculée et envoyée à mes besognes. Il sonnait 2 heures du matin. Je fis toutes sortes de travaux jusqu'à 4 heures avant de me coucher ce premier jour de mon arrivée.

Quand je retrouvai le lit, le coin où poser ma tête, j'avais faim. Je n'arrivais pas à dormir. Je réalisais les affreuses conséquences de ma décision, de mon silence. À des milliers de kilomètres de ma terre natale, je devrais me résigner à supporter ma nouvelle vie d'esclave. Un profond sentiment de regret fit humecter mes yeux de larmes. Je pensai à ma famille, à mes amis.

Mais le sort était jeté.

Je ne sus jamais à quelle heure le sommeil m'avait emportée mais je me rappelais avoir entendu l'appel du muezzin. Il devrait être cinq ou six heures. Puis, les appels et bruits incessants d'une voix m'ôtèrent à nouveau du lit. Le ciel s'éclaircissait sous des nuages blancs qui entamaient leurs courses quotidiennes. Une vapeur maussade enveloppa mes narines. Il était 7h du matin. L'aube était d'une splendeur miraculeuse, mais le drame qui allait commencer pour moi se dessinait au loin, dans ses nuées noires qui résistaient au soleil levant. On m'envoya à mes tâches : ménage, arrosage des fleurs, lavage des véhicules, entretien de toute la maison. On m'envoya à mes besognes : curage des fosses, entretien des toilettes. On m'envoya à des courses, solidement surveillée par la patronne, ma gardienne. Le moindre de mes faits et gestes étaient contrôlés. Je travaillais. Tout était de fer. Pas de temps pour se reposer. Pas de temps pour manger. Il fallait le faire rapidement au risque de se voir éclabousser. Pas de temps pour respirer au risque de se voir étouffée. Pas une minute pour contempler ses regrets au risque de recevoir une claque. Et les quotidiens étaient ainsi. La pâleur se lisait sur mes joues flasques. Je maigrissais. Je n'avais aucun moyen pour joindre ma famille. J'avais besoin de les rassurer que je suis en vie et au Koweït. Je pleurais tout le temps et me plaignais. C'est enfin que ma patronne m'acheta un téléphone et deux semaines après ma descente dans cet enfer, j'eus le triste bonheur de parler avec les miens restés au pays, heureux de vivre dans la chaleur de la terre natale.

Les jours passèrent. Les nuits aussi. Une routine devenue un drame existentiel. Un quotidien de tâcheron, d'esclave. Hormis la dure et ardente besogne du quotidien, je subissais toute sorte d'humiliation: insultes grossières, sévices corporelles, gifles, ce n'était que de petits détails. Si la patronne se fatiguait par moment et se repliait, c'est au tour de ses enfants de m'humilier. Je recevais des crachats dans la figure sous les yeux de la mère. Je ne pouvais réagir ? Comment réagir. Je n'étais qu'une esclave ici et j'étais traitée comme telle.

Les jours où je tombais malade, ce sont ces jours où on m'exploitait le plus. Ma vie était prise dans les serres d'une famille sauvage qui souriait à mes peines et à mes déboires.

Les corvées...

À bout de force et incapable de supporter longtemps cette misère, je fis une grève pour obliger ma patronne à me soigner. J'avais une forte température et tenait à peine sur mes pieds.

Elle m'amena dans un centre de santé et pour tout soin, on me fit avaler un comprimé de Panadol. Étais-je un être humain ? Sa peur subite de me perdre se limitait-elle à cette simagrée de soin ?

Je travaillais beaucoup, beaucoup et gagnais peu, très peu. J'étais à la tâche presque sur 24h. J'étais payée à 120.000 francs CFA par mois. Cela varie aussi en fonction du coût du dollar. Mais ce salaire, je ne pouvais pas le dépenser à ma guise. J'étais surveillée. Mes dépenses étaient soumises à la volonté de la maîtresse de maison. Si elle constatait une anomalie, elle me retirait tout le reste des sous.

Ici au Koweït, les femmes sans papier sont sans protection. La police locale donne toujours raison aux autochtones. Aucune plainte ne peut prospérer. Malgré les sévices, on n'avait aucun moyen de nous faire entendre. Sauf l'ambassade du Bénin au Koweït. Mais pour y avoir accès, il faut traverser monts et merveilles.

Si c'est la police qui te prend, tu subis des heures de correction avant d'être renvoyé à tes patrons. Il faut donc vivre dans le silence et cacher sa douleur.

Deux ans sept mois, c'est le temps qu'aduré mon martyre avec mes premiers employeurs. Un matin, j'ai réclamé mes papiers et mon billet d'avion retour. C'était le deal. C'était ce qui était convenu. Mais... (Larmes)

Mais je fus traînée à la police. On m'accusait de vol. Je subis des interrogatoires. On me garda pendant des heures avant de me libérer. J'étais jetée dehors, errante sans logement, sans argent. Vide.

Je finis par m'offrir l'hospitalité d'une soeur béninoise.

Tout ce que je voulais, c'était juste le billet d'avion retour. Et pour ça, il me fallait trouver un autre boulot, économiser et m'acheter ce billet retour.

Mon nouveau travail était pareil au premier. La maltraitance. Le non-paiement de mes émoluments du mois. On reste me devoir des mois de salaire. Mais j'économise juste pour acheter le billet retour et regagner la terre de mes ancêtres comme la plupart de mes consoeurs qui ont tiré un goût amer de cette mésaventure au Koweït.

Nous sommes des milliers d'africains ici, loin de nos terres, oubliés et réduits en esclaves. Elles sont des centaines comme moi qui vivent chaque jour cette lamentation. Elles sont des milliers comme moi, bonnes à tout faire dans les foyers koweïtiens, livrées à la faim, à la mort.

Oui j'ai vu mes soeurs mourir de maltraitance. J'ai vu beaucoup d'autres repartir au pays avec des handicaps. Deux soeurs béninoises ont repris l'avion surmenées. Les traitements affligeants ont fini par les traumatiser au point de les rendre folles.

Une soeur porto-novienne, molestée par le mari de sa patronne s'est vu amputer un pied à cause d'une blessure restée sans soins et, devenue une gangrène. Elle est rentrée au pays avec ce handicap.

D'autres, de nationalités diverses meurent et sont simplement enterrées.

Malgré les efforts de notre ambassade, nous n'arrivons pas toujours à obtenir nos papiers pour rentrer. C'est mon cas actuellement.

J'ai beaucoup appris de la vie, de cette vie et jamais je n' recommencerais. En attendant d'avoir les moyens pour acheter ce fameux billet retour, je pense à mes frères et soeurs qui subissent de par le monde, les rages d'une hospitalité rebelle.



PRISCA ou le rêve errant

*Le rêve d'un avenir meilleur ;
L'envie d'avoir une vie aussi belle que celle des autres ;
La volonté de quitter la précarité ;
C'est ce qui conduit bon nombre de personnes à s'aventurer au-delà
de leurs frontières.*

*Prisca, celle dont nous vous rapportons le récit, ne se serait jamais
doutée que la vie à l'étranger pouvait être un véritable parcours du
combattant. Du Nigeria au Gabon en passant par le Cameroun, l'avenir
n'a pas été prometteur. Elle nous a confié que le retour au pays est ce
qu'il y a de plus difficile, car c'est admettre qu'on a échoué dans son
aventure. Il faut parfois plus de courage pour revenir que pour partir.
Cependant, c'est ce à quoi elle aspire le plus au monde aujourd'hui,
tout en espérant obtenir un travail décent une fois au pays.*

Chaque fois que les muscles de mon corps se déposaient sur mon grabat la nuit, je voyageais dans un monde onirique. Un rêve où je parcourais la terre entière. Un rêve où je semais mon bonheur à travers l'Afrique. Un rêve où j'échappais à ma piteuse vie d'ici, une vie sans avenir...

C'est ainsi que naquit en moi l'envie folle de voyager. De concrétiser mes rêves. Avais-je le choix ? Ce que supportait mon coeur, était immense et le fardeau de la misère me pesait.

Issue d'un milieu très pauvre, je connus depuis l'âge de 16 ans, le goût de la liberté. Mon père s'occupait peu à nous imposer des limites et ma mère était plus occupée à chercher de quoi nous nourrir que de prendre au sérieux notre éducation. Je connus donc une indépendance précoce et j'ai arrêté les études au cours préparatoire 2, à cause de l'incapacité de mes parents à s'acquitter des frais de scolarité. Je vivais dans mon village Agamè-houin, et, aller à l'école, était un luxe que tout le monde ne pouvait s'offrir. Réduite aux travaux champêtres, j'ai connu les morsures incandescentes du soleil, les blessures des épines et la douleur des piqûres d'abeilles. J'ai connu en somme, une enfance pas très fameuse.

C'est alors que je quittai mes parents pour ma première aventure au Nigeria. J'avais 20 ans. Un groupe d'amies que je fréquentais dans le quartier s'était retrouvé à Lagos et y menait une vie bien enviable. Le Nigeria n'était pas loin. Il suffit d'une heure pour passer la frontière et se retrouver en terre yoruba. Le deal avec mes amies était qu'elles prennent en charge mon transport allé et qu'à ma première paie, je les rembourserais.

Nous habitons en colocation. Nous étions sept belles filles dans la fleur de l'âge toutes employées dans différents ménages nigériens. Domestique, avec des heures de travail interminables et pénibles, je découvrais peu à peu le mal de l'exode. Mais faisant foi à mon instinct, je me disais que ce temps passera. Il fallait subir l'abus des patrons, mais aussi faire face aux disputes entre adolescentes presque libertines. Cette vie m'exaspérait.

À quatre heures du matin, tous les jours, mes pieds foulait le sol et mon esprit s'exerçait à mille gymnastiques pour finir à temps les travaux domestiques. L'heure de se coucher différait. Tout était lié à l'heure où on t'y autorise.

Les harcèlements sexuels, c'était l'autre agonie qui détruisait ma jeunesse. Le fils de mon patron était mon bourreau. Je vivais ce drame en silence. Je ne pouvais pas me plaindre. Je serais automatiquement prise à partie avec la dame de maison. Je n'aurai jamais raison devant le fils de la patronne que j'esquivais à tout moment pour éviter de subir la rage de son corps vainqueur. J'avais si peur de perdre cet emploi même si je gagnais une misère. J'avais lancé un affront au destin et je pense relever le défi : m'enrichir dans cette immigration au Nigeria.

Deux ans après, je décidai de quitter le Nigeria pour le Cameroun où j'avais une tante. Mes maigres économies me serviraient à lancer un commerce. On disait qu'au Cameroun, le commerce était florissant. Mais pour y aller, je devais prendre par une voie clandestine. Je n'avais aucun papier et j'ai dû payer les services des embarcations de fortune. Soixante-dix mille francs CFA ! C'était ce qu'il fallait déboursier pour traverser la frontière camerounaise en pirogue, un périple qui me laissa des souvenirs amers.

Nous étions des centaines, hommes et femmes, entassés tels des sardines humaines, obligées de supporter les risques d'un voyage périlleux. À destination, je trouvai un emploi dans la vente des galettes, de l'aube au soir dans un pays qu'on m'avait chanté comme hospitalier et au revenu supérieur à ce que je pouvais gagner au Bénin.

L'heure de réveil était trois heures du matin. Je devais pétrir la farine de blé avant de réaliser les galettes. Toute la journée, je la passe dans la vente et c'est au-delà de minuit que je me couchais pour ne gagner que 20 mille francs le mois. Une surexploitation. Je n'arrivais même pas à satisfaire mes besoins les plus élémentaires.

Je déchantais, mais j'étais mue par la volonté de réussir dans cette aventure. Je ne voulais pas revenir chez moi sans l'élégance que je voyais chez mes amies parties en aventure. Mais de guerre lasse, je décidai de rentrer au Bénin. Un an s'était écoulé depuis ma venue au Cameroun. Je n'avais aucune économie.

C'est alors qu'est née en moi l'obsession du Gabon. Lors de mon séjour au Cameroun, j'avais beaucoup appris sur ce pays. On raconte en effet que les professionnels de coiffure valaient une fortune au pays de Bongo. Je me construisis à nouveau ce rêve d'aller gagner ma vie là-bas.

Je profitai de mon retour au pays pour me perfectionner en coiffure. J'ai obtenu au bout de trois ans de formation un diplôme à faire valoir au Gabon, la terre de mes dernières espérances.

En 2015, je me suis rendue au Gabon. J'ai réussi à me faire engager comme auxiliaire de maison. Cet emploi m'a permis de rembourser les frais de mon voyage à la famille gabonaise qui s'était porté garante pour les formalités de mon voyage. Je devrais travailler comme domestique chez eux le temps de rembourser ce qu'ils ont déboursé pour mon voyage et mes papiers.

Le travail de domestique ! J'étais débordée, mal traitée. C'est la règle ici au Gabon. Si tu es étrangère et domestique, tu portes la croix du déshonneur. Si tu es étrangère et domestique, tu n'as personne à qui te plaindre.

Avec la persévérance, j'ai pu faire des économies pour ouvrir mon salon de coiffure. Mais ce rêve devenu réalité n'a pas duré longtemps. Quelques mois seulement et j'ai dû mettre la clé sous la porte. L'impôt pesait très lourd et pour une migrante, ce n'était pas facile.

Je me résignai à me faire embaucher comme manoeuvre dans les salons de coiffure. J'offris mes services et mes expériences à trois salons et ne recevais que des injures et une indifférence notoire. J'ai connu le mépris et la surexploitation. Mais je n'avais pas le choix.

Seule, sans papier, dans la crainte permanente des traques policières, je ne recevais l'aide de personne et sans couverture sociale, j'étais ainsi condamnée à vivre cette misère.

Il n'existe ici au Gabon à ma connaissance, aucune structure d'accueil et de défense des migrants. Nous sommes livrés à nous-mêmes, dans une précarité ambiante. Depuis que notre ambassade est mise sous scellés, notre vie s'est encore plus dégradée.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 aura renforcé la précarité dans laquelle nous vivions déjà. Les clients se raréfiaient et le confinement a rendu nos revenus infimes.

Voilà six ans que je vis au Gabon avec l'espoir de rentrer. J'ai échoué dans mon aventure. À défaut de continuer dans ce rêve sans fond, je préfère revenir au milieu des miens pour goûter au bonheur, à la chaleur d'être en famille. La famille me pardonnera-t-elle cet exode depuis 2004 ? Le pays m'offrira-t-il un toit et une tranquillité ? Quand j'y pense, je fonds en larmes... Car j'ai vécu tellement d'affreuses situations que la migration vers l'ailleurs ne me tentera plus jamais.

Mon plaidoyer aujourd'hui, c'est d'exhorter l'état Béninois à mettre en place un dispositif de maintien des jeunes aux pays et de réinsertion de ceux ayant retrouvé le chemin de retour.



S.R **Le rêve brisé**

Ceci est un témoignage qui nous révèle la subtilité du travail des agents facilitateurs qui en réalité ont érigé des systèmes de migration esclavagiste moderne. Les récits des voisins, les fêtes grandiloquentes et les réalisations des frères et soeurs revenus de l'aventure, autant d'informations assez biaisées qui rassurent et motivent les candidats à la migration. Victime de ce système, SR nous faire revivre son rêve brisé. Bernée par son cousin pour l'eldorado, le rêve koweïtien, elle a déchanté gardant des souvenirs ensanglantés par la barbarie de cet ailleurs.

Le soleil balayait les ténèbres ce jour-là. Je me réveillai comme à l'accoutumée, préparai le sac de mon mari qui devrait retrouver son jardin, son triste jardin qui nourrissait difficilement mes cinq enfants et moi. Malgré la rosée qui baignait cette aurore, mon esprit pâlit à la pensée qui venait de le traverser. Quelle était donc cette vie où la misère faisait quotidiennement sa provision et l'étalait sur mon visage et celui de mon mari ? En contemplant la maison où nous vivions, en revivant ces jours noirs où nous arrivions, par une farine généreuse à joindre le bout de la journée, en me revoyant faire des zigzags pour échapper à mes clients et à mes créanciers, je réalisais cette vie de rien où le sort m'avait condamnée.

Je me rappelle encore mon enfance. J'étais pleine de rêves. Née dans cette contrée du Nord-Bénin, je connus divers parcours. Malgré la progéniture nombreuse de mon père (nous sommes trente-deux enfants au total, trente-deux comme l'âge que j'ai actuellement), j'ai reçu une éducation stricte. Au secondaire, j'ai abandonné les bancs pour me consacrer à l'apprentissage en tricotage. Chez nous au village, cela marchait très bien à une époque. Je nourrissais aussi l'envie d'aller faire valoir cette compétence en ville. Quand j'épousai I., mon mari, j'avoue que mes rêves se sont quelque peu brisés. Plusieurs maternités ont fini par m'abattre au point de me résigner à la vie campagnarde sans issue.

Les revenus du travail de jardinage de mon mari et mes tricotages pesaient très peu, infiniment peu dans la balance de nos besoins élémentaires. Je croulais sous d'énormes dettes et j'étais abonnée fidèle aux demandes d'aide. Je quémandais tout et ployais sous les injures d'une populace qui me voyait comme un rebut. On me surnomma même : la bonne à rien. Mais j'étais résolue à pêcher le bonheur où qu'il se trouve.

C'est ainsi que je désignais mon frère vivant au Koweït. C'était un cousin qui partit, il y a quelques années, dans l'eldorado koweïtien et qui aurait réussi. En tout cas selon les dires. Quand il revenait au village pour passer ses rares congés, il organisait toujours de grandes fêtes. Il avait réussi à se faire un nid de bonheur.

De guerre lasse et avec les éclats de misère et de déshonneur au visage, puis, face à mes demandes incessantes d'aide, il me proposa l'aventure de l'eldorado koweïtien. Il me rassura que cette migration allait changer ma vie. Il suffisait de voir sa vie à lui pour se convaincre de la vérité de ses propos. Une simple domestique au Koweït valait

de l'or. Je venais de trouver la porte de sortie. Ce fut un salut pour ma famille et moi. Je construisais un rêve grand et sans même le réaliser, je savais que quelques années au pays des merveilles pouvaient me suffire pour réaliser une stabilité financière et trouver à mon mari une opportunité de venir travailler aussi au Koweït. Ainsi, on aidera nos enfants, nos cinq enfants à atteindre le sommet de la pyramide sociale. Mon messie du Koweït me fit donc démarrer un rêve qui plus tard s'est avéré être...

Mon père m'accorda sa bénédiction et greva toutes ses économies de quarante mille francs pour m'aider à établir mon passeport. Mon mari s'était plié en quatre pour me trouver trente mille. J'ai fait tous mes papiers.

On était juin 2016. Mon cousin s'était chargé du visa, du billet d'avion, du carnet de vaccination et des autres formalités. Du Koweït, il avait des mains et des pieds ici à Cotonou. Je découvris l'aéroport international Gantin où j'embarquai pour le Koweït un samedi de ce mois frais de juin. Une pluie avait béni mon départ. C'était un vol direct sur le paradis Koweïtien. L'impatience et l'enthousiasme de retrouver mon frère, mon bienfaiteur me gardèrent éveillée tout au long du trajet dans le ciel où par moment je sentais une effluve de liberté.

Mon cousin m'accueillit à l'aéroport du Koweït City. Nous eûmes à peine le temps de nous embrasser et de discuter. Il n'y avait pas de temps à perdre. Il me conduisit directement sur mon lieu de travail.

Grand était mon étonnement. En de pareilles circonstances, il devrait me faire connaître sa maison, m'accueillir un temps pour que je m'acclimate au nouveau pays. Ai-je mangé suffisamment au cours du vol ? Rien de tout cela. Je me retrouvais avec mon cousin, deux heures après ma descente d'avion, dans une résidence. Il me fit asseoir au jardin, entra dans la résidence et sortit une minute plus tard avec un homme, un blanc. Une brève présentation et un au revoir. Depuis ce jour, je ne l'ai plus jamais revu.

Je me retrouvai seul avec l'inconnu qu'il me présenta comme mon patron avant de s'envoler.

Nous fûmes rejoints par une femme, visiblement l'épouse du patron et deux autres personnes. Mes effets personnels, mon passeport, mon visa et mon téléphone portable ont été arrachés. Le monsieur me parla en français et m'informa que je suis une esclave qu'il venait d'acheter. Mon frère m'avait vendue à des millions de francs CFA. Son ton grave

et horrifiant me fit couler des larmes. Mais ce n'était encore rien à côté de ce qui m'attendait.

Un jour sombre venait de se lever sur ma vie. Un roman tragique allait dérouler ses pages et je serai le personnage principal. Ce scénario, je ne l'avais jamais imaginé. Celui qui venait de me trahir, de me vendre au plus offrant n'était point un cousin manche longue comme on le dit vulgairement au pays. C'était un frère.

Je venais de tomber dans un engrenage, un contrat de domestique-esclave. Un contrat de quarante mille francs CFA. Quarante mille francs, c'était pour ça que j'ai quitté mon pays. Quarante mille francs, c'était pour ça que j'ai pris tout ce risque. Quarante mille francs pour avoir nourri le rêve koweïtien. Oui quarante mille francs seulement pour un contrat sans repos, sans trêve, avec le même rythme haletant et têté.

Une maison, une prison. Une famille, des sauvages. Un patron, un pervers. Une femme, pas gentille. Cinq enfants, des grossièretés insupportables. Vingt-quatre heures, trois ou quatre heures seulement de sommeil. Une vie presque hors humanité. On appelle ça esclavage.

J'étais battue quotidiennement. Je subissais toutes sortes de violences et d'abus de mon patron. J'étais constamment craintive. Sa femme ne passait une minute sans me proférer une injure. Les minutes où je retrouvais ma chambre après avoir trop travaillé, je me consolais des restes de nourriture : riz sec, légume inconsommable, pain ...

Les corvées de la maison. C'était moi. Rien que moi. Il n'y avait d'ailleurs plus personne. Je tentai plusieurs fois de m'enfuir mais j'étais toujours rattrapée par les caméras et je subissais des réprimandes sanglantes. Je tentai à plusieurs reprises de me suicider tant ma vie n'avait plus aucun goût.

Il ne fallait pas tomber malade. Il fallait interdire à la fièvre de monter dans mon corps. Il fallait dire au paludisme : « Tu es interdit de pèlerinage dans mon corps » car, si cette fièvre malade venait, des coups de poing te renverraient à tes besognes quotidiennes. Chaque panadol, chaque doliprane, chaque comprimé de paracétamol qu'on te donnait, était déduit du salaire de quarante mille francs.

Domestique endurci, je finis par me résigner face à toutes mes tentatives d'évasion. Aussi s'évader pour aller où ?

J'utilisai sans le savoir la tactique de la résignation. Je m'abstenais et supportais. Ma docilité finit par faire naître un bout d'humanité chez mes bourreaux qui me permirent de contacter ma famille et surtout mes enfants. L'appel était surveillé. Chaque mot était suivi. Au bout du fil au Koweït, je rassurais les miens et je leur promettais pour bientôt la manne d'or.

Mes patrons me faisant désormais confiance, je contactais une fois par mois ma famille. Je recevais les nouvelles et une mauvaise nouvelle fit éjecter des larmes de mes yeux. Mon père venait de passer l'arme à gauche. Je ne vais pas mourir dans un autre pays sans faire mes adieux à mon pauvre père. C'était l'argument idéal pour avoir mon passeport, carte de ma liberté. Il me fallait la jouer cette carte. Elle était ultime et je devrais la gagner.

Les jours suivants, je devenais plus docile. J'allais même au-devant des besoins de mes patrons. Une ardeur à la tâche juste pour obtenir l'autorisation d'aller enterrer mon père et revenir après les cérémonies. J'ai supplié à genoux. J'ai fait des promesses. J'ai mis en garantie tous mes revenus. Vingt mois de travail où je n'avais jamais touché mon salaire. Je les aurai si je revenais. Le plan avait marché.

Mon patron me paya le billet aller-retour. Le retour après les cérémonies de mon feu père. Mais l'aller simple pour ne pas revenir dans cesatané enfer.

En mars 2018, l'avion qui me ramenait du Koweït atterrit sur le tarmac de l'aéroport de Cotonou. La terre mère m'accueillit et je lui fis la promesse de ne pas recommencer une pareille folie.

Je traînais des séquelles de ma mésaventure. Malade, corps en agonie avec un mal de pied, sans un sou, je rejoignis les miens au village. Personne ne voulut m'aider sauf mon mari. Il était mon seul soutien. Je passai rudement ces nouveaux soleils de honte, recluse et me mordant les lèvres pour dire : « Jamais, plus jamais je ne recommencerai. »

Aujourd'hui, traînant encore mon mal de pied, je vends les produits du jardin de mon mari, aimée par l'homme qui me reste dans la vie, un être providentiel. J'ai espoir que notre activité de maraîchage connaîtra son jour ensoleillé. Mais plus jamais dans cet ailleurs hostile et sans coeur.





PAULINE

Le destin rattrapé

Dame Pauline, Béninoise d'origine, mère d'un enfant en conflits culturel et culturel avec son père au pays, a choisi de se réfugier en France, avec une grossesse. Une fois là-bas, après accouchement et expiration de son visa, elle se retrouve face d'autres réalités. Pour sa dignité, Dame Pauline a choisi le célibat avec enfant et refuse à se lancer dans des relations de "mœurs légères", aux antipodes de certaines amies étrangères. Elle assume dès lors les corolaires de son choix.

Prénommée Pauline, 38 ans, je suis de nationalité béninoise. Je vis en France depuis 5 ans où j'ai eu la chance de donner naissance à un garçon, quelques semaines après mon arrivée. Je suis titulaire d'un BTS béninois en Gestion, tourisme et hôtellerie, qui m'a permis de découvrir le monde du travail dans certains pays d'Afrique comme : le Niger, le Togo et le Ghana. Avant d'être installée à mon propre compte pour un bout de temps au pays, j'ai travaillé dans plusieurs entreprises béninoises.

Ainsi présenté, tout pousserait à croire que j'avais tout pour être heureuse ou du moins que je disposais du minimum pour y prétendre. Pourtant, rien n'en était. En effet, un différend familial m'a poussée à faire des choix qui, plus tard, ont entraîné ma descente aux enfers. J'ai osé faire ce qu'aucun enfant n'avait encore jamais fait dans ma famille. J'ai tenu tête à mon père en m'opposant aux exigences traditionnelles familiales de la lignée royale.

Mon père, appartenant à une lignée royale, joue un rôle important au sein du palais. Selon la tradition, il doit être succédé au trône par son fils aîné. En tant que sa fille aînée, il fallait que j'épouse un membre du palais afin de pouvoir conserver le trône dans notre famille. Mais, jamais je ne me suis vraiment intéressée à tout ce qui touchait de près ou de loin au trône. C'est d'ailleurs la principale raison qui m'a poussée à chercher un arrangement avec mon père. Je ne voulais pas que le choix de mon partenaire repose uniquement sur un statut qui m'aurait été imposé. Mais, telle n'était pas la vision de mon père. Pour lui, c'était un affront de s'opposer à sa volonté et à celle de l'ensemble des notables de la cour royale.

La tension à la maison montait encore et encore. Nos rapports se dégradèrent de plus en plus au fil du temps. C'est dans ce contexte qu'est survenue ma grossesse, ce qui n'a fait qu'aggraver la tension. J'ai dû faire face à la situation en me concentrant sur mes études.

L'école était devenue mon refuge et pendant longtemps, le sujet n'était plus abordé. C'était un grand soulagement pour moi, pensant intérieurement que c'était là l'acceptation, par papa, de mon choix. Mais hélas ! Il est, malheureusement, revenu à la charge.

Notre accrochage a été encore plus violent lorsque je lui ai fait comprendre que je ne changerais pas ma décision. Il était hors de question que je me marie uniquement pour la tradition. Les membres

de la cour royale n'ont pas aimé que je m'oppose à eux. Je suis une fille et je me dois de leur obéir. Pour eux, il fallait donc une riposte à la hauteur de ma désobéissance, qu'ils ont prise comme une provocation. C'est ainsi qu'a commencé la "guerre" entre mon père et moi.

Dès lors, beaucoup de choses ont changé. Je vivais constamment dans la peur, surtout celle d'être confiée aux représailles des fétiches. Je savais que je finirais par payer un prix fort de mon affront envers eux. Vous savez bien comment ça se passe chez nous, si vous franchissez le rubicond. On vous sacrifie pour donner la leçon aux autres. Je n'étais donc plus seule désormais. Je devais faire ce qu'il y avait de mieux pour mon bébé. En aucun cas, il ne devait payer les frais de ma décision. C'est ainsi que m'est venue l'idée de m'installer en France pour un moment.

Une fois toutes les formalités accomplies, j'ai entrepris mon voyage pour la France en 2016.

J'ai vécu environ un an chez un parent à Nantes. J'essayais de faire de petites activités telles que la coiffure, les ventes de perruques et de mèches pour gagner un peu d'argent. Mon visa arrivait bientôt à expiration et il fallait que je fasse les démarches nécessaires pour son renouvellement. Je n'ai malheureusement pas pu. Il fallait attendre que mon fils ait au moins 3 ans pour faire une demande de séjour. Je ne savais plus quoi faire. Je n'avais pas encore trouvé un emploi stable qui me permettrait de subvenir à mes besoins et à ceux de mon bébé. C'est ainsi qu'a commencé mon calvaire.

Je me renseignais çà et là sur les offres de travail disponibles. Un jour, une personne rencontrée à la crèche de mon enfant m'a proposée de travailler dans la boulangerie d'une connaissance à elle en Normandie. Elle m'a rassurée qu'il s'agissait d'une personne de confiance. Celle-ci pourrait me faire un contrat d'embauche et une dépendance. C'était pour moi, une opportunité à ne pas rater. Les relations étaient tendues entre ma famille d'accueil et moi. Elle n'attendait que mon départ de la maison.

Ce n'est qu'arrivée en Normandie que j'ai pu constater que je ne m'étais pas encore tirée d'affaires. J'y ai vécu clandestinement pendant deux ans. J'avais été bernée par le propriétaire de la boulangerie. Je n'avais aucun papier administratif qui justifierait ma présence sur le territoire français. J'avais peur que la police ne me mette la main dessus. Dans le meilleur scénario, j'aurais été rapatriée chez moi et dans le pire, on m'aurait déporté dans un camp de détention. Je faisais tout mon

possible pour n'avoir de problème avec personne. J'avais peur que l'on me dénonce à la police. Psychologiquement, c'était dur. J'étais tout le temps sur mes gardes et mon métier ne m'était d'aucun répit.

Je restais au laboratoire de 21 h jusqu'à 2 h du matin. À 5 h 30, je devais me réveiller pour préparer le pain. Je devais ensuite m'occuper de mon enfant et quitter la maison à 7 h 30. J'allais ensuite au marché pour vendre le pain. Le soir, je m'occupais des livraisons dans les fermes. Lorsque la farine de blé ne dépassait pas 10 kilos, je la pétrissais à la main. Au laboratoire, on faisait 21 différents types de pains. Je les pétrissais tous à la main. J'étais la seule employée du boulanger et par conséquent son « esclave ». Je pétrissais et moulais le pain à la main. Je n'avais que 2 à 3 heures de sommeil par nuit.

Je n'avais pas de salaire. Mon travail était troqué contre le logement et la nourriture qui était au bon vouloir de mon patron. Je n'avais pas le droit de sortir. Mon patron s'en assurait personnellement. Il m'accompagnait pour faire mes courses. Il s'assurait que je ne parle à personne afin que je ne puisse demander de solutions à mes problèmes. J'utilisais les rares fois qu'il me laissait aller à l'église seule pour recueillir des informations.

Par la grâce de Dieu j'ai réussi à m'enfuir. J'ai planifié ma fugue pendant 6 mois. J'ai dû laisser nos vêtements chez lui afin qu'il ne se doute de rien. Etant un ancien boucher, j'avais peur pour nos vies. Il pouvait nous découper à n'importe quel moment sans que personne ne s'en rende compte. La première habitation voisine était à plus d'un kilomètre. J'ai passé ces 2 dernières années à me demander quand arriverait ce jour. J'en voulais à ceux qui m'ont fait croire qu'ils pouvaient m'aider. Je leur en voulais de m'avoir caché la vérité. Je m'en voulais également de leur avoir fait confiance.

Après ma fugue, j'ai commencé par chercher, à nouveau du travail. C'est ainsi que j'ai rencontré un monsieur qui m'a proposé de venir à Anger pour faire la plonge dans un restaurant. Une fois sur place, il m'a enfermé chez lui. Je dormais sur le ventre, mon bébé au dos. J'avais peur qu'il vole mon enfant. Par la grâce de Dieu, j'ai réussi à m'évader 10 jours après. Il avait oublié de fermer sa porte à clé.

J'étais désormais à la rue malgré le froid et d'autres réalités. Je n'avais ni couverture ni pagne. Je n'avais rien pour nourrir mon fils. Je n'arrivais même pas à trouver de l'eau. Dieu aidant, on m'a conseillé d'appeler le 115 afin de trouver un hébergement au regard de l'âge de mon fils. On s'est ensuite retrouvé à l'hôpital. Là-bas, ils m'ont orienté vers des

associations françaises de défense et d'orientation compétentes en l'espèce. Je fais actuellement du bénévolat au Secours.

J'ai entrepris des formalités qui m'ont permises d'obtenir une Autorisation provisoire de séjour (Aps). Ici, lorsqu'on vous ramasse dans la rue et si et seulement si vous êtes éligible, on vous amène au Logement d'urgence. Vous y êtes logés gratuitement jusqu'à ce que vous trouviez un emploi durable ou un CDI, selon votre situation. Si vous n'arrivez pas à payer vos dettes, vos enfants les payeront. J'avais tenté de rentrer au Bénin quand tout était compliqué. On m'a par la suite fait comprendre qu'il m'était impossible de le faire avec mon fils, qui appartient à l'État français, mais n'a pas le droit de sol. Je savais que même si je tentais de rentrer avec lui en faisant fi d'eux, ils me le confisqueraient. Et le confiraient à la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS), qui recueille ces cas.

Comment aurais-je pu expliquer à mes proches tout ce par quoi je suis passée ? Ils ne m'auraient certainement pas compris. C'est la raison pour laquelle, je n'ai pas demandé leur aide. Je n'ai pas non plus cherché à demander de l'aide aux Béninois d'ici. Je les reconnaissais dans les transports en commun à travers nos langues. Chaque fois que j'en rencontrais et que je tentais d'entamer la conversation, ils se braquaient et m'évitaient. Certains m'accusent de ce que je suis sans hommes et se demandent comment je vais vivre seule et pouvoir m'en sortir ici. Mais grâce à Dieu, aux associations et relations, j'ai été éligible au Logement d'urgence en fonction de mon cas.

Avec l'arrivée de la COVID-19 beaucoup de choses se sont compliquées. Je n'avais plus la possibilité de mener mes petites activités. Nous étions confinés et je passais mes journées à la maison avec mon fils. Je suis tombée malade et j'ai dû être hospitalisée pendant un moment. Cette expérience a énormément traumatisé mon fils. Chaque fois qu'il entend une ambulance passée, il pleure et me demande : « Maman, maman, on vient encore te chercher pour l'hôpital, tu vas encore me laisser ? ». À ces interrogations, je reste perplexe et fais de mon mieux pour le consoler et le rassurer. Aujourd'hui, je ne suis pas encore totalement tirée d'affaire, mais Dieu veille.





NASSIRATOU

Miss you, Koweït

Dans un milieu social quelconque, les pires conditions d'existence et les rapports familiaux ou sociaux empreints de conflits, peuvent pousser plus d'un à quitter ce milieu pour ailleurs. Nassirou dont l'histoire suit, en est un exemple palpable. Les conséquences de l'extrême pauvreté de ses parents ont marqué sa vie. C'est pourquoi son rêve permanent durant sa tendre jeunesse était de se battre pour les sortir de la misère. Mais, par quel moyen atteindra-t-elle cet objectif ? Suivant le récit de son histoire, elle a montré que les parents peuvent aussi, dans le désespoir et l'ignorance, aider à l'orientation de leur enfant vers un Eldorado imaginaire.

Manigri. Une localité dans le Nord du Bénin. C'est là-bas que je suis née. C'est là-bas que j'ai été scolarisée jusqu'en classe de...CEI ! C'est là-bas que j'ai grandi. C'est là-bas que j'aurais sans doute passé le reste de ma vie, s'il n'y avait eu cette information anodine qui a donné un tout autre sens à mon destin...

Un grand frère lui aussi originaire de Manigri, mais résident désormais à Cotonou, avait fait un retour au village natal, pour un court séjour. Sans doute pour jouir d'un peu de quiétude et se ressourcer auprès des siens avant de retourner dans le brouhaha de Cotonou. Pendant cette furtive présence, comme une traînée de poudre, le bruit avait fait le tour du village, selon lequel ce grand frère aidait les jeunes filles à prendre l'avion pour se rendre dans un autre pays, lointain, pour travailler dignement et gagner assez d'argent ; ce qui leur permettait de sortir leurs parents de la pauvreté.

Migration ? Pour moi, ce mot ne voulait rien dire du tout et pour tout vous dire, cette rumeur me laissait de marbre. Mais dès qu'elle franchit le seuil des oreilles de mes parents, elle fut tellement prise au sérieux qu'elle bouleversa complètement l'ambiance au sein de ma famille. Pour ces derniers, c'était l'opportunité du siècle, l'occasion ou jamais. En tout cas, l'occasion à ne surtout pas manquer. Pour mes parents, il fallait que je saisisse cette perche du destin en la personne de ce grand frère du village : il fallait que je voyage ! Plus qu'une question existentielle, c'était devenu aux yeux de ma chère maman une affaire de survie ou de déchéance pour toute la famille.

Chacun peut aisément deviner que je n'ai trouvé ni la force ni le courage de résister à la pression familiale. Je ne connaissais même pas Cotonou ; j'avais alors 16 ans ! Et, pour faire plaisir à mes parents, j'avais surmonté mes appréhensions, mes craintes... Craintes ? Je ne vais pas exagérer. Il y avait quand même ce mot : avion ! Rien qu'à l'idée de me retrouver un jour dans le ventre de cet oiseau en fer... Hey, Allah! Je mentirais si je vous disais qu'il m'a fallu quelque effort particulier pour surmonter toutes mes peurs. J'étais prête pour ce grand saut vers l'inconnu...

Mon aventure a commencé par le trajet Manigri-Parakou. J'y avais suivi le grand frère du village pour entamer le processus de collecte de toute la paperasse dont j'avais besoin pour effectuer ce voyage... par avion. Après Parakou, il m'a envoyée à Cotonou, pour continuer à établir divers documents de voyage : passeport, carnet de vaccination, visas, billet d'avion et autres. A Cotonou, j'ai été accueillie et hébergée par l'une de ses copines, sur ses instructions, évidemment. C'est encore

lui, le grand frère du village, qui prenait en charge toutes les dépenses liées à mon voyage. En réalité, c'était la procédure dans le réseau pour lequel il travaillait : le réseau se chargeait de tout financer et, en retour, ce réseau percevait les trois premiers mois de mon salaire une fois que je trouvais du travail au Koweït !

Ah, oui : le Koweït ! C'était cela ma destination finale. S'il vous plaît, ne me demandez pas de vous situer le Koweït sur la carte du monde; je ne saurais pas reconnaître une carte du monde, encore moins situer le Koweït. Je savais que j'allais au Koweït pour travailler et trouver assez d'argent pour mes pauvres parents et moi ; et cela suffisait à mon bonheur. Alors, je préparais mon voyage...par avion, sans me poser des questions inutiles.

Après mon séjour à Cotonou – Je vous passe les détails –, le grand frère du village m'a envoyée au Nigéria auprès d'un Alpha, comme s'il expédiait un colis. L'Alpha a reçu son colis, moi. De toute évidence, le colis était à son goût. Il s'est servi. Pas une fois. Pas deux fois. Pendant un mois, un long mois, un mois qui a semblé durer une éternité, l'Alpha a abusé de moi. Ce fut douloureux. Pas besoin d'en dire plus pour que chacun comprenne. D'ailleurs, avec le recul, j'arrive à en parler avec humour. D'autant plus que, circonstance atténuante ou pas, l'Alpha tint sa promesse. Un mois après m'avoir réceptionnée comme son colis, l'Alpha m'a permis de réaliser un rêve fou : prendre l'avion pour la première fois de ma vie. En effet, de l'aéroport de Lagos, j'embarquai pour le Koweït trente jours après mon départ de Cotonou!

Une fois que j'avais posé mes valises dans mon nouveau pays de résidence, l'agence pour laquelle travaillait le grand frère du village m'a confiée à une famille koweïtienne. Une grande famille, composée de trois générations. Mon travail consistait à entretenir la maison, à m'occuper de la cuisine, à être aux petits soins pour les enfants et les grands-parents. Tous les jours, je me réveillais un peu avant 06 heures et me couchais peu après 22h. La maison était assez vaste ; je logeais au dernier étage. Certes, mon logis était assez délabré, sans meubles ; je me couchais sur un matelas usagé, mais tout ceci m'importait peu. D'ailleurs, quand il pleuvait, plutôt que de me lamenter en constatant que ma chambre était totalement mouillée, je préférais penser qu'elle s'était transformée en piscine. J'essayais d'accueillir les difficultés sans fatalisme ; surtout que mon salaire, 80.000 Kédis, était régulièrement

versé, ce qui constituait le plus important. Dans les premiers mois, comme convenu, mon salaire a surtout permis de rembourser toutes les dépenses effectuées pour me permettre de voyager. Dès que c'était possible, j'envoyais le peu d'argent qu'il me restait à mon père au village.

Avec ma famille d'accueil, je n'avais réellement aucun problème... sauf, peut-être avec la grand-mère. Je ne sais pas vraiment ce qu'elle me reprochait. Elle ne m'aimait pas. Avec le temps, nos relations ne s'amélioraient pas, tout au contraire. A un point tel qu'elle finit par exiger que je sois renvoyée. Heureusement ou malheureusement, une de ses filles a décidé de me reprendre chez elle. Tout cela se passait un an après mon arrivée au Koweït. Sur le coup, j'étais soulagée à l'idée que ce changement allait être favorable pour moi. Je n'ai pas eu besoin de plus d'une journée pour déchanter. Dans la nouvelle maison, je dormais à la cuisine, je me réveillais encore plus tôt, je me couchais encore plus tard, je travaillais plus, je ne gagnais pas plus. Pour ne rien arranger, la pandémie du Corona virus s'est mise à dicter sa loi un peu partout dans le monde entier. Dès le début de la pandémie, je touchais difficilement mon salaire. Plus le temps passait, plus difficile c'était pour moi de percevoir mon salaire. Puis, le salaire est devenu rare. Ensuite, il est devenu inexistant. Dans cette atmosphère d'insécurité sanitaire doublée d'instabilité financière, j'ai décidé de retourner dans mon pays. Retardé pour raison de corona virus, mon voyage de retour a eu finalement lieu à la fin de l'année 2020. Ce voyage a été essentiellement financé par mon employeur. Il m'a remis également une somme d'argent équivalant à 200.000CFA.

Une fois arrivée à Cotonou, au lieu de retourner à Manigri retrouver ma famille, j'ai fugué ! J'ai préféré prendre un taxi pour rejoindre mon petit ami qui réside au Togo. Environ deux mois après mon arrivée, j'étais toujours au Togo. Sans nouvelles de moi depuis tout ce temps, mes parents, d'investigations en investigations, de renseignements en renseignements, ont fini par retrouver mes traces. Ils sont venus me chercher manu militari pour me ramener à Manigri. Je suis donc rentrée au village, 3 ans après ma première expérience migratoire, les mains et les poches aussi vides que quand je quittais mon village pour me lancer dans cette aventure...

Aujourd'hui, je suis confrontée à un réel problème de réintégration, dans mon propre village. Je ne me sens plus à l'aise dans ce milieu qui m'a pourtant vue naître et grandir. J'ai commencé à me renseigner, à chercher des informations sur les voies et moyens pour retourner au Koweït. Mes recherches m'ont conduite auprès d'une dame particulière qui m'héberge pour le moment. Elle s'appelle El-Hadja Aïcha. Je vis chez cette dame extraordinaire et je me nourris chaque jour de l'espoir qu'elle pourra m'aider, un jour proche, à retourner travailler au Koweït.

Ah, j'oubliais ! Vous connaissez tout, ou presque de ma vie de migrante, mais je ne vous ai même pas encore dit mon nom : Je m'appelle Nassiratou ! Le plus grand rêve de ma vie, vous le connaissez : retourner au Koweït, ce pays dans lequel la vie n'est pas facile, ce pays loin duquel ma vie est si difficile ! Miss you, Koweït !





VICTORINE

Une béninoise au Gabon

Je me prénomme Victorine. Je suis actuellement au Gabon. Ma descente dans ce pays s'est faite avec le concours de mon mari. La vie ici, en tant que migrante est un peu plus difficile que celle que je vivais dans mon pays.

Mon nom est Victorine H. Je suis originaire du département du Mono, au Bénin. Je suis née et j'ai passé la première partie de ma vie chez moi au Bénin, où j'ai été scolarisée jusqu'en classe de Terminale. J'ai ensuite abandonné le chemin de l'école pour me consacrer à une formation en Informatique. C'est ainsi que je suis devenue Opératrice de saisie. J'ai fait l'expérience de la vie de couple ; j'ai eu deux garçons mais ce premier mariage n'a pas été la plus belle expérience de ma vie (pour ne pas dire plus).

J'ai connu un autre homme. Il vit au Gabon. C'est d'ailleurs pour le rejoindre que j'ai embarqué à l'aéroport Cardinal Bernardin GANTIN de Cotonou, le 11 février 2018, pour Libreville. Pour tout étranger, la carte de séjour est le minimum pour nourrir l'illusion d'une vie paisible dans ce pays. En plus de la carte de séjour, j'avais aussi une carte consulaire et toute la paperasse. En un mot, j'étais en règle.

Pendant les premiers moments de ma vie au Gabon, j'étais ménagère ou, si l'on veut, femme au foyer. Quelques temps plus tard, grâce au concours financier de mon mari, j'ai pu ouvrir une boutique. Ouvrir une boutique ici, ce n'est pas comme une lettre à la poste. Il faut constituer des pièces, monter un dossier, introduire une demande d'obtention d'agrément. Ce n'est qu'après tout cela que vous pouvez démarrer vos activités et même là encore, vous n'êtes qu'au début de votre calvaire. Je vendais divers produits, un peu de tout et de rien comme on dit. Je devais surtout faire face à des patentes et autres taxes exorbitantes que je payais, parce qu'il n'est possible de faire autrement. En dépit de tout ceci, je n'étais pas à l'abri du rançonnement sous divers motifs, les uns plus fallacieux que les autres. Quand ce n'est pas votre véranda qui est un frein à la libre circulation des personnes, ce sont vos étalages qui ne sont pas assez bien disposés à leur goût ; si ce n'est pas l'étalage, on trouve toujours un motif assez farfelu et quand les traits de votre visage semblent exprimer le moindre mécontentement, les agents préposés au rançonnement vous rappellent que vous êtes...étranger ! Autrement dit, ils ont le droit de faire de vous ce que bon leur semble, en toute impunité !

Inutile de préciser que nous autres, étrangers, ne bénéficions d'aucune couverture sociale ; nous nous soignons à nos propres frais. À l'avènement de la COVID-19, comme dans de nombreux autres pays à travers le monde entier, toutes les populations ont été confinées dans leurs maisons pendant des semaines. Pendant cette difficile période, les Gabonais ont pu bénéficier de quelques mesures d'accompagnement. Les étrangers, eux, se débrouillaient seuls.

La vie ici est tout, sauf un fleuve tranquille pour l'étranger. Dans les hôpitaux, les frais des consultations et d'hospitalisation sont plus chers aux étrangers que les nationaux. Une frustration avec laquelle il faut vivre. Oh!,il y en a tellement d'autres ; on apprend à faire avec.

C'est un euphémisme de dire que la vie coûte très chère au Gabon. Mais il faut aussi reconnaître que l'argent circule assez et ceux qui savent se battre dans la vie s'en tirent toujours à bon compte dans ce pays. Nos revenus sont meilleurs ici que ceux auxquels nous aurions eu droit en travaillant au Bénin. Il nous arrive de faire quelques petites économies que nous envoyons ensuite par transfert d'argent à la famille restée au Bénin. Mais ce devoir de solidarité vis-à-vis des nôtres n'est pas toujours évident puisque les frais de transferts sont très élevés et il y a une limite aux montants à envoyer.

Pour le reste, on s'adapte comme on peut. Je ne suis membre d'aucune association de Béninois au Gabon. Certes, il y a une multitude d'associations regroupant les compatriotes, mais il n'y a pas vraiment de solidarité entre nous. Ce qui est dommage ; surtout que les autres nationalités (Burkinabè, Maliens, Nigériens et Sénégalais, pour ne prendre que ces exemples) sont très solidaires. Quand tu débarques au Gabon en provenance de l'un de ces pays, la communauté te prend en charge et t'offre le premier prêt et l'emplacement pour te lancer. Ce qui permet aux ressortissants de ces pays de trouver rapidement leurs repères et de s'adapter plus facilement aux difficultés de la vie au Gabon. Cela étant, je vis très heureuse aux côtés de mon mari. Mais si cela ne tenait qu'à moi, je préférerais que mes enfants restent au Bénin, d'abord pour recevoir une éducation de meilleure qualité, ensuite parce que la vie coûte excessivement chère au Gabon et enfin parce que les étrangers n'y sont pas les bienvenus !





AÏCHA

Une migrante pas comme les autres

Celles qui choisissent le chemin de la Migration ne le font pas toujours à coeur joie. Aïcha souhaitait être scolarisée, avoir de meilleures conditions de travail et de vie dans son pays le Bénin, mais il lui était impossible, en dépit de certains efforts consentis, de saisir une opportunité dans ce sens. De l'expérience d'un mariage forcé à l'âge mineur dans des conditions de vie intenable, elle a fini par être éblouie par le rêve de l'aventure vers d'autres pays en écoutant les récits merveilleux de ceux qui viennent d'ailleurs avec les comforts nécessaires. Avec l'aide d'une agence de voyage, Aïcha a pu pratiquer la Migration vers le Koweït.

De retour dans son pays après plusieurs années de vie de rêve brisé, Aïcha préfère encore reprendre la route de l'aventure, parce que confrontée aux difficultés de réinsertion sociale et économique dans son pays d'origine.

Quand on revisite, comme dans un rétroviseur, l'histoire de notre vie, nous en venons toujours à ce constat implacable qu'il y a un moment clé; un moment qui a tout fait chambouler ; un moment qui a été comme le point d'un nouveau départ. Un moment qui a ainsi fortement été déterminant dans la trajectoire que nous avons ensuite suivie et pour la personne que nous sommes devenues aujourd'hui....

Je m'appelle Aïchatou. Je suis originaire de Bassila, une ville du Nord du Bénin. J'ai deux adorables enfants. J'ai moi-même été migrante et aujourd'hui, j'appartiens à un réseau qui aide nos jeunes soeurs à aller travailler au Koweït et contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles respectives. Plus que de leur trouver un travail, mon véritable combat est d'aider ces jeunes filles, une fois là-bas, à avoir ce dont je n'ai pas pu bénéficier quand j'étais moi-même migrante : de meilleures conditions de travail, un traitement humain digne et des salaires plus justes.

Je parlais tantôt de ce moment où tout bascule et où notre vie prend une nouvelle tournure. Je pense que chacun de nous a connu un tel moment dans sa vie, qui a contribué à construire sa personnalité et tracer son destin. Pour moi, ce moment correspond à l'époque où un homme, un voisin, dont l'apparence inspirait confiance, est venu voir mes parents pour leur proposer de me scolariser, tous frais pris en charge (par lui). Je vivais paisiblement et en toute insouciance à Cotonou avec mon père et ma belle-mère. Je n'avais jamais pratiqué le chemin de l'école. Mon père n'a trouvé aucun inconvénient à la proposition de ce monsieur ; la femme de mon père, elle, s'y est farouchement opposée. D'ailleurs, elle ne s'est pas contentée de s'y opposer. Elle a convaincu mon père de me renvoyer au village, chez un oncle. Ce qui fut fait. En complicité avec cet oncle, ma belle-mère me maria à un homme que je n'avais jamais vu auparavant. J'avais...16 ans !

Mon mari n'était pas dupe. Il pressentait que je pouvais m'enfuir à tout moment. Alors il a choisi de conjurer le sort à sa manière ; et sur un coup de tête, décide de partir pour le Nigéria et de m'emporter avec lui dans ses bagages. Après quelques années de vie conjugale au Nigéria, mon mari a décidé sur un nouveau coup de tête que nous devions revenir au bercaïl. Me revoilà donc à Bassila. Inutile de préciser que je n'ai jamais eu le coeur à l'ouvrage dans ce mariage.

Une fois de retour à Bassila où j'avais de meilleurs repères, je cherchais au quotidien le moyen de me sortir de cette vie qui n'était pas mienne. Partir. Loin. Le plus loin possible. Loin de tout, loin de tous. C'était mon

obsession. Chaque jour, je profitais de toutes les occasions pour me renseigner sur la moindre opportunité de partir. A force d'investiguer, je finis par découvrir l'existence d'un réseau qui pouvait m'aider à quitter, non seulement Bassila, mieux, à m'envoler au-delà des frontières nationales. Exactement ce dont je rêvais ! Je ne me suis pas fait prier pour entamer les formalités. En toute discrétion. Je me suis rapidement retrouvée à Parakou, ensuite à Cotonou, pour l'établissement de mes documents de voyage, passeport, visa et autres. Toutes mes dépenses ont été supportées par un réseau de convoyeurs, contre la promesse de leur céder les trois premiers mois de mon salaire une fois que je serai installée au Koweït.

Mes papiers prêts, je pris l'avion pour l'Ethiopie. De l'Ethiopie, un autre vol m'a débarquée au Koweït, précisément dans la localité d'Islamia. Très vite, j'ai commencé à travailler dans une famille d'accueil. Parenthèses. Je tiens à souligner que les formalités pour rentrer au Koweït sont faites de telle sorte que c'est la famille qui veut t'employer qui t'accueille. Tu es donc sous sa responsabilité dans le pays. Cette famille a le devoir de prendre soin de toi, la migrante. Tout se passe comme si c'est la famille d'accueil qui demande aux membres du réseau de leur trouver une femme de ménage de l'extérieur. C'est donc ma famille d'accueil qui a détenu mon passeport pendant un moment, avant de le remettre au réseau, qui l'a confisqué jusqu'à ce jour. Revenons...

Comme je le disais, j'ai commencé le travail de femme de ménage. Mon travail consistait à entretenir la maison et à faire la cuisine. Je gagnais 70.000 kédis par mois. Le salaire était régulier. Je n'avais aucun problème particulier avec ma famille d'accueil, mais je me sentais lésée comparativement aux traitements dont jouissaient les filles des autres pays, particulièrement les Ethiopiennes et les Philippines. Les raisons de ma frustration se trouvaient dans nos différents contrats. Tenez ! Les Ethiopiennes restent sous contrat avec leur famille d'accueil, juste pendant 6 mois ; et après, elles sont libres. Quant à nous, Béninoises, nous avons un contrat à vie en ce sens que, dès que tu refuses de continuer ton travail chez la première famille, tu es automatiquement rapatriée. Je trouvais cela injuste !

J'ai donc décidé de me rebeller contre cette injustice. Ce qui m'a valu plusieurs problèmes et difficultés. Cela m'a énormément pourri la vie. De disputes quotidiennes avec mon patron qui payait un salaire plus élevé à ma collègue éthiopienne, aux malentendus avec mon bureau

d'emploi, j'ai fini par quitter la famille qui m'employait. J'ai trouvé refuge auprès des filles d'autres pays. J'ai continué à dénoncer les inégalités de traitements que pratiquaient certains bureaux d'emploi. Ma rébellion n'arrangeant pas ces derniers, ils ont usé de tous les moyens imaginables pour m'intimider.

Me sentant menacée et vulnérable, j'ai dû faire recours à toutes sortes de relations influentes, tant au Nigéria qu'au Bénin. Celles-ci m'ont finalement aidée à me mettre en contact avec l'Ambassade du Bénin. Mais l'intervention de cette dernière n'a pas réussi à me maintenir au Koweït, ni à me faire restituer mon passeport confisqué par un bureau d'emploi. Sur conseils et insistance de mes proches et de l'ambassade, et surtout pour ma propre sécurité, j'ai dû retourner au Bénin. Sans mon passeport...

Depuis mon retour en 2017, mon principal défi est de tout faire pour retourner au Koweït. Mais en attendant de relever ce défi, j'aide actuellement les filles qui le désirent, à aller travailler là-bas. Environ une trentaine de filles sont déjà parties au Koweït sous mon couvert. Mes conditions pour les faire partir sont presque les mêmes que celles qui m'ont été appliquées. Toutefois, je mets un point d'honneur à m'assurer et me rassurer que leurs conditions de travail soient meilleures que celles auxquelles j'ai eu droit. Je suis en collaboration avec un bureau des Ethiopiens qui garantit un bon salaire et de bonnes conditions de travail à leurs employées. Mais je suis consciente que tant de choses restent encore à améliorer dans ce sens. Et cela ne se fera pas sans l'implication des autorités de nos pays...



THEOPHILIE

Au pays des hommes intègres

Je suis Théophilie DJOSSOU, âgée de 47 ans, née d'une mère commerçante et d'un père ingénieur géologue et polygame. Mon petit frère et moi, avons eu une enfance et éducation scolaire paisible. Mais très tôt, face à la cruauté de la mort, nous avons été orphelins de père. Notre maman qui avait une activité commerciale florissante dans l'importation du riz, avait pu assumer, d'une manière satisfaisante, les charges de ses deux enfants et même ceux de certains d'entre mes demi-soeurs et frères dont les mamans n'avaient pas les moyens.

Malheureusement, à deux ans de l'examen du baccalauréat, l'empire financier de maman, estimé à cent millions de CFA francs, tomba subitement par l'escroquerie de ses partenaires Béninois, les plus proches collaborateurs avec qui elle travaillait durant une vingtaine d'années. Ainsi, les difficultés de subsistance commencèrent pour moi. Malgré cela, j'avais pu continuer mes études et obtenir le baccalauréat avec « Bien » comme mention. Après cette phase éprouvant de notre vie, j'avais intégré l'Université d'Abomey Calavi de Cotonou dans la filière Chimie-Biologie-Géologie. Face aux difficultés quotidiennes auxquelles la famille est confrontée, je n'avais pas pu terminer les études de l'année. Ainsi, l'année suivante, j'avais rejoint ma grande soeur consanguine à Lomé, qui avait un poste dans une organisation internationale au Togo à l'époque. J'avais eu l'opportunité, avec le soutien de cette dernière, d'effectuer des études à l'école des assistants médicaux de l'Université publique pendant trois ans, sanctionnées par le diplôme d'Anesthésiste-Réa. Avec cette qualification, j'étais revenue à Cotonou en 2002 et j'avais effectué un stage de bénévolat d'une année à l'hôpital « la Maternité Lagune ». Malgré l'expérience acquise avec les encouragements et félicitations des professeurs, je n'avais pas eue de suite favorable aux multiples demandes de travail que j'avais déposées au niveau des structures hospitalières.

Ensuite, par mes relations personnelles, j'étais partie au Burkina Faso en 2003 où j'avais obtenu un contrat de travail à durée limitée dans une clinique privée. De ma profession d'anesthésiste Réa, je me voyais confier le rôle de gestionnaire de la pharmacie et d'autres tâches parfois qui ne me donnaient pas de repos. J'étais absorbée par la passion du métier, mais, je me souciais de mon âge qui avançait ; il fallait fonder un foyer dans le but de donner de petits enfants à ma maman, cette Dame au grand coeur. Mes voeux ont été exaucés en 2005.

J'avais fait la connaissance d'un jeune Burkinabé qui était aussi du corps médical et nous avons décidé de vivre en couple en nous mariant le 27 décembre 2008. Je suis finalement devenue une mère

de deux enfants (une fille et un garçon), et j'ai pu mesurer les sacrifices qu'une maman consacre toujours pour ses enfants. Des images de ma maman ne cessaient de parcourir mon esprit à chaque fois que je me mettais à travailler dur pour offrir les meilleures conditions de vie à mes deux enfants. Mais, en 2009, je commençais à douter de mon rêve de pouvoir économiser pour mieux soutenir maman et surtout mon petit frère qui était toujours entrain de faire des études supérieur.

Ainsi, suites aux conflits d'intérêts des actionnaires, les prestations de la clinique avaient été interrompues sur décision de justice, abandonnant ainsi les travailleurs à l'aventure du chômage sans respect de leurs Droits.

Cette situation m'a valu de diversifier mes activités pour être en emsure de joindre les deux bouts. De 2009 à 2021, j'ai excellé dans la vente d'objets divers comme du Yaourt, du jus de Bissap et Gingembre que je prépare, tout en étant vacataire dans un Hôpital de la place. Ce changement d'activités et de situation à fortement bouleversé l'équilibre de ma famille, surtout l'éducation des enfants, le confort de logement acceptable en dépit du salaire du mari qui est aussi modeste.

C'est par la suite que le Burkina est plongé dans une situation d'insécurité récurrente avec des attaques armées violentes attribuées aux « Djhadiste ». Ainsi, depuis plus de six ans, des secteurs économiques du pays ne fonctionnent presque pas avec des impacts directs sur la vie des populations. De 2019 à 2021, avec les conséquences du Covid-19, les lieux qui assurent la chaine de distribution de mes produits ont été frappés par la mévente. Il est en ce moment très difficile pour moi d'assumer certaines charges familiales et de m'épanouir dans le travail. Le retour sur Cotonou dans ces conditions n'est pas encore envisageable parce que les enfants sont aussi liés à la famille paternelle, alors que les échos qui nous parviennent du Bénin aussi, face à la situation économique, n'encouragent pas. Telle est pour l'instant, mon histoire migratoire durant les dix huit(18) dernières années, et qui se poursuit encore. Heureusement que les lois de la citoyenneté communautaire dans le cadre de la CEDEAO sont respectés au Burkina en dépit des difficultés énumérées plus haut. Néanmoins, je compte revenir au Bénin avec mon mari et mes enfants au cours d'une des vacances scolaires pour explorer le terrain de l'emploi, tout en ayant l'espoir d'une insertion économique et sociale. Et si nos droits étaient payés après 16 ans de loyaux services à la clinique ?





PAULINE et les suaires du Liban

Veuve, quinquagénaire, dépitée par sa pauvreté extrême, Pauline laisse derrière elle une progéniture, forte de 5 enfants et migre au Liban à la recherche de l'eldorado. Mais, elle déchant vite : les conditions difficiles, le traitement misérable et inhumain imposé par ses employeurs, lui font regretter amèrement cette décision.

Des images de ma pitreuse vie de veuve depuis 2004 affluent et se bousculent dans ma tête. Je navigue un moment à vue dans mes pensées, mes enfants dont les conditions sont restées pitoyables et qui vivent désespérément comme leur mère, n'avaient, point d'éclaircie, point d'avenir, et le drame, j'étais convalescente. Avec mon opération chirurgicale, il m'était interdit de m'approcher à nouveau de ma machine, la seule chose qui me procurait encore de quoi survivre.

Cette nuit là, perdue, je tentai désespérément de me faire une raison de continuer à survivre et à surtout promettre une vie à ma progéniture. Depuis le décès de leur père, ma belle-famille m'avait oubliée. Je me rappelle encore ces beaux discours tenus aux obsèques par les parents, alliés et amis : « vous ne manquerez de rien. Paul n'est pas mort, il est en chacun de nous ici. Nous prendrons soin de ce qu'il a laissé. ». Et les jours d'après, le vide s'est créé autour de nous.

Quand j'étais à l'hôpital, nous avons fini le reste de mes économies. A l'issue, j'y avais laissé ma capacité à retravailler en tant que couturière, le métier que j'ai appris. Nous vivotions. Il me fallait trouver une solution. Je n'avais plus les moyens de scolariser mes enfants. Le soleil noir de ma vie se pointait chaque jour et chaque nuit, mes pleurs noyaient le peu d'espérance que je pouvais encore avoir.

Qu'est-ce que je fais alors ? Je fais toujours le néant sans être fainéante.

Tous les plans que je mijotais pour remporter la victoire sur le sort rebelle, tombaient à l'eau.

J'allais bientôt craquer et perdre le contrôle. Une amie, à qui j'ai ouvert enfin mon coeur, et qui un moment avait disparu pour réapparaître pleine aux as me parla de la possibilité d'immigrer au Liban pour travailler. J'aurai ainsi suffisamment d'argent comme elle pour redonner vie à mes enfants. Oui mes enfants.

Etait-ce le souffle de mes prières ?

Rapidement, je cédaï à cet appel. L'amie peignait si bien la vie au Liban, cet eldorado, ce pays des merveilles. Un rayon de confiance renaît en moi. J'avais cinquante ans. Dans ma décision de partir, mon coeur de mère avait beaucoup parlé et le rêve du paradis avait triomphé. Je ne perdais rien à essayer. D'ailleurs, j'avais la preuve devant moi. Mon amie, rayonnante de bonheur.

Je devrais établir ma carte d'identité et mon passeport. Je fus ensuite présentée à un intermédiaire et mes coordonnées étaient envoyées au Liban. Désormais dans la base de données, il me restait à espérer qu'une famille ait besoin de mes services et accepte me faire venir. Cela n'avait pas tardé. Je reçus une confirmation. Je devrais accélérer le processus pour obtenir mes papiers.

J'engageai mes économies et le processus de mon voyage commença. Je fus reçue au consulat du Liban. La famille d'accueil m'exigea une série d'analyse. Tous mes papiers étaient prêts. Je reçus mon visa et mon billet d'avion.

Après la bonne parole, les allers-retours entre le consul honoraire du Liban et l'aéroport, tout était prêt. Passeport confectionné. Billet d'avion reçu. Vaccinations faites. Jour du départ fixé.

C'est le jour de la séparation qui a été le plus insoutenable. Je quittais mes enfants. J'allais m'offrir un rêve sans contenu. Juste un rêve, le rêve du Liban. Le rêve de nourrir mes enfants. Dès que mes yeux les regardèrent et que l'hôtesse par sa voix fine annonçait «passagers à destination de Casablanca au Maroc», première escale avant de rallier Beyrouth, des torrents de larmes étaient versés de part et d'autre. Mes enfants étaient inconsolables. Je les confiai à mes parents en attendant de leur envoyer régulièrement de quoi vivre.

Je quittai ainsi Cotonou en avril 2019 pour rallier Beyrouth.

Je n'attendis par longtemps à l'aéroport. Mes hôtes étaient là. J'embarquai pour leur domicile. On me refit tous les tests médicaux faits à Cotonou et j'ai même bénéficié d'une assurance maladie. Je saurai plus tard que tout ceci n'était que du bluff.

Mon contrat stipulait la garde de deux enfants. L'aîné avait 13 ans et le cadet 11 ans. J'avais droit à ma propre chambre.

Je trouvais à la signature du contrat, que les conditions étaient bonnes. Je devrais gagner deux cents dollars, l'équivalent de cent-huit-mille francs CFA. Je devrais connaître aussi des augmentations si après mes congés au pays, je revenais effectivement. On me miroitait ça juste pour me bleuir. Et pourtant...

Je commençai le travail selon les clauses du contrat. Très vite, je me rendis compte que j'étais devenue bonne à tout faire. Je n'avais pas que deux personnes à charge, mais deux maisons et ses occupants. Mes patrons avaient une autre maison en campagne et j'y allais tous

les week-ends pour l'entretien. J'assumais toutes les tâches. J'étais cuisinière, baby-sitter. Cela ne se limitait pas à cela. J'étais couturière et électricienne. Cela ne comblait pas l'attente de mes employeurs. J'étais menuisière. Et le comble, je n'avais pas de repos. On m'utilisait comme un robot. Pas de répit. Il y avait toujours quelque chose à faire.

Jamais on ne s'arrête. Jamais on ne joue. La majorité du temps de semaine se passait en ville. J'accompagne les enfants à l'école. J'attendais qu'ils finissent pour les ramener à la maison. Et j'enchaînais avec d'autres travaux parfois au-delà de trois heures du matin.

Mon aventure tournait au vinaigre. La tristesse s'emparait de moi et je pleurais tout le temps. Je ne me surprénais jamais en train de manger. À quel moment je remplissais mon estomac ?

Beyrouth me faisait regretter ma décision. Mes cinq enfants arriveront-ils à survivre en attendant que ma situation s'améliore ?

Rien du contrat n'était respecté. Quand je tombais malade, on m'administrait juste un comprimé de panadol. Je n'avais jamais vu les portes de leurs hôpitaux alors que j'étais supposée avoir une assurance maladie. Je désespérais. Je travaillais sans cesse. Et pourtant. Mon quotidien était perlé d'insultes, de brimades et de sévices psychologiques. Et pourtant, ma patronne me traitait comme une esclave. Je n'avais pas de voix. Je n'ai pas de voix. J'ai juste à me résigner, à supporter. À me taire.

Je voyais désormais le spectre de ma fin. Un contrat au goût amer qui vieillissait mon être, qui déclenchait un énorme regret qui, en somme, me privait du bonheur de vivre. Je serais restée au pays...

Chaque jour qui passe, la nostalgie du pays me tourmente. Près des miens, même dans l'extrême détresse, j'avais un secours, une main charitable pour m'offrir mon pain. Ici, loin de l'âme du pays, sous les coups effroyables de l'inhospitalité, sous l'indigne marque de l'autre, le visage marqué au rouge de la déchéance, j'implore Dieu, j'implore mon Etat et j'ai espoir que je retournerai sur ma terre, la terre de mes aïeux. Je retrouverai les miens pour être couvée d'amour. Je retrouverai mes enfants pour leur chanter chaque fois : « Il n'y a meilleur bonheur que les bras de la terre natale. »

Je partage avec mes soeurs migrantes d'ici, la douleur de vivre dans cet ailleurs hostile. Nous nous encourageons en attendant de trouver le billet d'avion retour. Je n'arrive vraiment pas à épargner. La plus

grande partie de mon argent est envoyé au pays pour mes enfants qui en les recevant diront peut être : «Maman se porte bien». Si seulement ils savaient...

Un travail déshonorant. Des insultes affligeantes. Une humiliation désobligeante. Des coups qui prouvent que la peau noire, la femme noire reste un rebut pour eux, race blanche.

Ici au Liban, notre seul recours est le consul du Bénin près le Liban. Leur tâche est énorme et leur moyen insuffisant pour nous sauver des serres de l'esclavage au Liban. De mes soeurs périssent. De mes soeurs espèrent désespérément le billet d'avion retour. De mes soeurs et moi-même, tous papiers confisqués, attendons car nous sommes lasses.

J'ai espoir qu'un jour je retrouverai les miens. Mon contrat s'achève en 2022. Il ne me reste qu'à implorer le Seigneur, qu'à la fin de ce contrat mes patrons m'achètent mon billet retour et je vais jurer ne plus jamais penser à un pareil périple. Car il n'existe aucun bonheur dans le rêve de l'ailleurs ...





CELIA

**Cuisinière en quête de recette
en Guinée Équatoriale**

Madame ZINZIDOHOUE Célia est âgée de 35 ans aujourd'hui, Béninoise migrante en Guinée Equatoriale. Elle avait fait ses études primaire et secondaire à Cotonou. Après le BEPC, elle avait suivi des études d'Hôtellerie filière cuisine où elle avait obtenu son diplôme. Elle était partie à Malabo en Guinée Equatoriale en 2009, par le soutien précieux de sa maman, espérant pouvoir mieux jouir de sa profession, parce que ce pays était l'un des plus riches d'Afrique grâce à ses produits pétroliers.

Face à de nombreuses contraintes dans la recherche et l'exercice du travail, elle avait quitté Malabo en 2015 pour Abidjan à la poursuite d'un meilleur emploi et de la Sécurité. Mais deux ans après, en 2017, elle avait décidé de retourner à Malabo parce qu'elle n'avait pas trouvé mieux à faire en Côte d'Ivoire. Ainsi, depuis quatre années, elle a exercé son travail de cuisinière professionnelle chez Monsieur le représentant résident de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) en Guinée Equatoriale. Elle a eu la malchance de travailler durant cette courte période avec deux représentants résidents, dont un intérimaire. Son salaire était régulièrement payé et elle était plus ou moins bien traitée. Elle avait loué un studio non loin de son lieu de travail. Elle a ensuite été informée de la prise de fonction d'une personnalité résidente confirmée. Cette dernière est un Nigérian de nationalité. Madame Célia s'était senti protégée parce que le Nigeria et le Bénin constituent le même peuple. Elle s'était faite une image positive en espérant l'amélioration de ses conditions de travail. Contre toute attente, après deux mois de la prise de fonction de ce « frère Nigérian », elle a été renvoyée de son travail sans motif et sans droit. Elle était dans une situation de vulnérabilité depuis le début, parce qu'elle y travaillait depuis lors avec un contrat verbal seulement, comme la grande majorité des migrantes et migrants travailleurs en Guinée Equatoriale. Madame Célia était loin d'imaginer qu'une aussi importante institution pouvait piétiner ses droits surtout en tant que migrante. Cette situation de précarité est mal tombée, elle vient d'amener de Cotonou, son fils unique de neuf ans qu'elle a déjà inscrit à une école privée avec toutes les charges y afférentes. Elle a ainsi engagé le processus de renouvellement de sa carte de séjour dont le coût est de quatre cent cinquante mille francs (450.000 frs) par an avant de postuler à d'autres opportunités d'emploi. Elle sait que, du point de vu statistique, soixante dix pourcent (70%) des migrants ne sont pas

en règle en Guinée à cause du coût très élevé de la carte de séjours qui les empêchent de faire des économies pour assumer leurs charges indispensables. En dépit de son adhésion à l'association béninoise des enfants du Zou, d'Abomey, elle ignore ses droits en tant que travailleuse migrante. Elle s'est montrée exténuée par les tracasseries policières, des rançonnements, et violation des droits dont la grande majorité des Migrants et migrantes sont victimes. Des centaines d'entre eux sont quotidiennement mis en prison dans des conditions inhumaines et déportés après six mois de prison au minimum, par des motifs divers.

Durant la période de l'enquête, du 17 octobre jusqu'au 14 novembre, la répression de l'Etat de Guinée Equatoriale sur les Migrants travailleurs Africains, surtout ceux qui viennent de l'Afrique de l'Ouest, était en cours par les forces de Sécurité. Plus de deux semaines durant, elle s'était enfermée dans sa chambre sans sortir, de peur de se faire embarquer sur le Bénin, dans des conditions habituelles. Par la solidarité des cohabitants, elle a pu avoir la nourriture avec son enfant après épuisement de son stock. En dépit des casses des boutiques et des portes des maisons où habitaient des Migrants travailleurs qu'ils entassaient dans des locaux des commissariats et des lieux publics, le fils de Célia continuait d'aller à l'école et d'y revenir seul sous la protection des autorités scolaires. C'était juste après le 15 novembre que les autorités de la Guinée, grâce à l'ampleur des violations, la médiatisation et les interventions des organisations des Nations Unies et certains Chefs d'Etat, que les autorités étaient revenues à de meilleurs sentiments en libérant les personnes qui étaient en règle et celles qui avaient déjà introduite leur demande de Séjour. D'après Madame Célia, la pression était aussi venue de la grande majorité des populations qui avait commencé à souffrir du manque de services procurés par les travailleurs migrants dont la contribution sur le plan économique et social a un impact positif.

Madame Célia a exprimé son incompréhension en constatant que les migrants Africains souffrent dans certains pays de l'Afrique alors que ceux qui viennent d'ailleurs ont leurs droits respectés. A ce jour, Madame Cécile totalise douze années de parcours migratoires et son aventure continue toujours à Malabo.





AÏCHATOU

L'enfer en Libye

Une mère, que ne serait-elle pas prête à faire pour sortir ses enfants de la misère ?

La réponse est assez évidente dans cette histoire ! On comprend donc aisément pourquoi Aïchatou a décidé de tenter le tout pour le tout pour offrir une condition de vie plus décente à ceux qu'elle aime. Parti rejoindre son frère à Tripoli, elle avait l'espoir de revenir avec assez d'argent pour soutenir son mari. Si seulement elle avait su qu'elle risquait d'être vendue comme esclave, elle y aurait réfléchi plus longuement. Sous un soleil accablant, derrière les dunes de sable, elle a vécu les pires atrocités possibles. Elle a été brimée, battue, violée et chosifiée....

La traversée du désert libyen restera l'un des plus grands traumatismes de sa vie. C'est avec des larmes aux yeux qu'elle nous a livré son témoignage. Cette expérience, elle ne la souhaite à aucune femme. Dans ses prières, elle implore toujours Allah, que personne d'autre ne soit victime d'une telle barbarie...

J'avais reçu l'autorisation de mon mari et sa bénédiction. J'avais aussi reçu de l'argent de mon frère, pour financer le voyage qui devait me permettre de le rejoindre à Tripoli, en Libye. Le 11 mai 2011, les rêves plein la tête, l'esprit enthousiaste, j'ai entamé ce voyage qui devait me permettre ensuite de revenir dans mon pays avec assez de moyens pour offrir une meilleure vie à ma famille. Il y a eu l'étape de Parakou. Mon périple m'a ensuite conduite à Agadès (au Niger), à Saba puis Benwalite (désert libyen). Cet itinéraire était des plus rocambolesques. La traversée Agadès-Saba fut la plus périlleuse. La mésaventure proprement dite a commencé par la panne du camion qui nous transportait. Plus qu'un incident, cet accident de parcours nous a contraints à faire 15 jours dans la chaleur suffocante du désert libyen. La situation était chaque jour un peu plus désespérante. Très vite, il n'y avait plus ni à boire ni à manger. Sans rafraîchissement, sans repas, j'ai vu de nombreux compagnons de route passer de vie à trépas. Parmi les soixante-dix compagnons d'infortune que nous étions, ils sont plus d'une quinzaine qui ont disparu derrière les dunes de sable. Les survivants que nous étions, avons été vendus comme esclaves à une de ses bandes qui font la loi et tous genres de trafics dans ce vaste désert. Pour recouvrer la liberté, chacun d'entre nous devait déboursier une forte somme. Le temps qu'il a fallu à mon frère pour réunir la rançon exigée par mes ravisseurs, mon corps et mon âme ont enduré les violences physiques, morales, sexuelles et autres sévices corporels qu'on ne peut pas décrire avec les mots. Je subissais, pour la première fois de ma vie, des atrocités dont je n'avais jusque-là jamais été ne serait-ce qu'un simple témoin. J'ai été battue à maintes reprises. J'ai été régulièrement abusée par différents hommes, huit au total (...). Mon frère a réussi à payer ma caution. J'ai été libérée dans un état physique et mental pas loin de celui d'un pensionnaire d'asile psychiatrique. J'étais désorientée, désabusée, malade, invalide. Je ne savais pas où et comment je puisais la force pour continuer d'avancer. J'ai pu enfin retrouver mon frère à Tripoli. Il m'a pris en charge, avec l'aide de son employeur. Par la suite, j'étais aussi devenue l'employée de ce dernier, moyennant une rémunération mensuelle qui faisait l'équivalent d'environ cinquante mille francs CFA.

Avec le temps et grâce au concours d'Allah, le Tout-Puissant, j'ai progressivement recouvré mes forces. Je commençais même à retrouver un certain goût à la vie. J'avais trouvé des raisons de continuer de vivre. A ce moment où je réussissais à m'habituer à ma nouvelle vie, le sort viendra une fois encore s'abattre sur ma piteuse destinée. C'était le moment des grands bouleversements induits par le Printemps arabe. Un beau matin, alors que mon patron s'était absenté, j'ai été kidnappée. Ceux qui m'avaient enlevée sont ensuite allés m'abandonner dans le désert. Au beau milieu de nulle part. Sans passeport, sans carte nationale d'identité, sans aucun document légal sur moi. Je me suis mise à marcher. En vérité, je ne marchais pas : je posais les pas, l'un après l'autre, sans force, sans orientation, sans destination. Après quelques jours de marche, je me suis retrouvée dans un village quelconque. De cet endroit, j'ai pu entrer en contact avec la famille au pays. Elle s'est battue et a pu me faire un transfert d'argent: 30.000 francs CFA ! Cette somme m'a permis de financer mon retour au bercail. J'ai retrouvé ma famille ; pour elle, j'étais partie à la quête des ressources...Tout ce que j'ai pu ramener, c'est mon souffle de vie. Il y a certes les séquelles des abus subis ; et un traumatisme qui est devenu mon compagnon au quotidien. Mais je suis encore en vie et ce n'est pas un miracle anodin (...) En écoutant mon histoire, certains peuvent se demander ce qui m'a poussée à me jeter ainsi dans les griffes impitoyables du désert libyen...

A l'état civil, je suis Aïchatou, Béninoise. Mon mari est conducteur de Taxi-moto. Moi-même, je suis sans compétence particulière. Je vie dans le nord BENIN plus précisément dans le département de la DONGA. C'est peu de dire qu'il était foncièrement difficile pour nous de subvenir aux besoins de nos quatre enfants. Nous ne croisions pourtant pas les bras. Pour exemple, j'avais décidé de contracter un prêt pour lancer un commerce. J'allais dans les villages environnants me ravitailler en produits vivriers (Maïs, Igname, Mil, Sorgho, etc.) que je revendais ensuite. J'espérais par cette activité pouvoir dégager quelques marges bénéficiaires et contribuer ainsi aux besoins quotidiens de ma petite famille. Hélas, cette entreprise n'a survécu que quelques mois, à cause des besoins de ma petite famille qui devenaient chaque jour plus grands et absorbaient le peu de ressources que générait mon commerce. Mon fonds de commerce diminuait, inexorablement, au point où je n'étais plus capable d'honorer mes engagements vis-à-vis de la CLCAM (Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel). Notre survie

reposait de nouveau exclusivement sur les maigres voire insignifiantes ressources que générait la pénible et peu rentable activité de mon mari. Je supportais de moins en moins la misère dans laquelle ma famille s'engouffrait. J'en étais là, à ne plus savoir où donner de la tête, quand mon frère, vivant en Libye depuis plus de cinq ans et informé de ma situation, me proposa de le rejoindre pour un emploi de ménagère dans une famille libyenne. Il insista sur le revenu mensuel, assez consistant là-bas. Je l'écoutais et il me semblait que je voyais enfin le bout du tunnel. Bien évidemment, en acceptant l'option de l'aventure libyenne, mon objectif était clairement d'y travailler, juste le temps qu'il me faudra pour constituer un capital assez conséquent avant de revenir au pays me relancer dans le commerce et pouvoir ainsi offrir à ma famille une vie plus décente.

« Le 11 mai 2011, les rêves plein la tête, l'esprit enthousiaste, j'ai entamé ce voyage... » Vous connaissez ce qui s'est ensuite passé...

(Silence...Long silence.....)

Il ne se passe une seule nuit sans que je ne sois hantée par les souvenirs de l'enfer que j'ai vécu dans le désert libyen. J'ai poursuivi un idéal, un mieux-être qui m'a fait frôler la mort. Cette expérience, je ne la souhaite à personne, même pas à ma pire ennemie...



AZIA chez les Ottomans

L'Europe constitue pour beaucoup de jeunes une solution miracle pour s'en sortir. Un rêve éveillé que certains veulent coûte que coûte atteindre. Dans l'intention de s'offrir une meilleure vie, Azia n'a pas fait exception à la règle. C'est cette quête qui l'a conduite en Turquie, un pays dans lequel elle est confrontée à tant de rudoiments.

La vie n'est pas un conte de fées. C'est dire une évidence que de le souligner. Mais elle a cette fâcheuse habitude d'en faire un peu trop avec certains. Connaissez-vous une enfant qui perd, à peine sortie de l'enfance, ses deux parents ? C'est ce qui m'arriva.

Ce que je considère, avec du recul, comme une chance fut d'avoir été scolarisée avant leur départ. Mais aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, je devais me battre farouchement pour subvenir au moindre de mes besoins.

Une grossesse inattendue intervint pendant mon cursus secondaire et faillit me faire perdre pieds. Je me retrouvai alors à devoir prendre soin d'un futur bébé. Pour joindre les deux bouts, je faisais de petits commerces. Pendant que les filles de mon âge s'amusaient, moi, je faisais des pieds et des mains pour ne pas mourir de faim. Je ne devais plus penser seulement à ma petite personne, mais aussi à ce petit être qui vit le jour quelques mois plus tard.

Malgré tout, je réussis tout de même à atteindre l'université avec pour seuls carburants l'envie et la détermination. Je m'étais inscrite en sociologie.

Déçue de la faible rentabilité de mes activités, l'envie d'ailleurs commençait à envahir mon être. Je ressentais le désir d'aller faire fortune de l'autre côté de l'horizon. Je n'avais plus que ça, des rêves plein la tête et l'espoir que l'Europe pouvait m'offrir un avenir radieux. Les conditions de vie dans mon pays ne me laissaient pas beaucoup d'options. Je me lançai donc à la recherche d'opportunités vers cette destination qui me faisait rêver en couleur.

En 2019, j'entendis parler de cette agence spécialisée dans la constitution des dossiers de voyage. Mon objectif était de me rendre coûte que coûte dans un pays d'Europe. J'étais prête à travailler dur pour avoir une certaine stabilité financière afin que mon garçon me rejoigne. Mais les choses ne se sont pas déroulées exactement comme je l'envisageais.

C'est en Turquie que j'atterris. Je ne me voyais y faire que quelques semaines. Mais entre le souhait et la réalité, il peut avoir l'étendue du fleuve Okpara². Je suis actuellement en Turquie, en quête de voies et moyens qui pourront me mener à ma destination de prédilection : un pays européen !

² Long de 362 km, il est le principal affluent du fleuve Ouémé.

Je me retrouvai en Turquie après avoir emprunté une voie régulière. Une agence m'avait aidée à obtenir des documents de commerçante et un « Visa business » d'une semaine, moyennant une somme de cent mille francs CFA en liquide. Conformément au processus, mon logement avait été payé depuis le Bénin par le réseau de béninois résidant en Turquie. Je cohabitai donc plusieurs mois durant avec d'autres compatriotes. Après des mois d'illégalité et avec un peu plus de chance que nombre de mes compatriotes, j'obtins ma carte de séjour.

Depuis mon arrivée en Turquie, joindre les bouts n'a pas été facile. Je fus employée dans une société spécialisée dans la fabrication de vêtements, puis dans une autre qui confectionne des chaussures. J'officialisais aussi dans les rues en tant que vendeuse ambulante. Aujourd'hui, j'occupe un emploi plus stable, je suis domestique dans une famille monoparentale turque. Ceux-ci ont été aimables en m'hébergeant. C'est plus pratique de m'avoir sous la main. J'ai obtenu ce poste suite à une annonce dans le forum communautaire béninois³.

Ce boulot ne correspond en rien à mes aspirations. Au pays, j'avais même été enseignante pendant 5 années au secondaire. Je suis une personne très active dans le commerce, mais j'ai dû accepter cet emploi dévalorisant, vu tout le mal que je me suis donnée pour en arriver là. En plus, il me fallait gagner de l'argent pour subvenir à mes propres besoins et à ceux de mon enfant resté chez ma soeur au pays.

Je quittais le Bénin avec beaucoup d'espoir, mais je me suis très vite rendu compte de la réalité de ce pays d'accueil qui n'avait rien à voir avec les illusions que j'entretenais. En Turquie, les étrangers sont traités comme des moins que rien. Tout le temps, nous sommes sujets à la marginalisation, au racisme et à la xénophobie. Je ne me l'étais jamais représenté dans une telle ampleur, encore moins dans ce pays pourtant si développé.

Je me suis retrouvée confrontée à cette triste réalité dès mon premier emploi à la fabrique de vêtements. Mon employeur était devenu en peu de temps mon bourreau. Il m'avait confisqué mon salaire parce que je m'étais opposée à ses jeux d'attouchement sexuel. Il avait vraiment la main baladeuse. J'ai dû m'enfuir seulement un mois après. Mieux, j'ai découvert que, selon les propos de mon patron, le compatriote

³ Association des Béninois d'Istanbul.

qui m'avait aidé pour décrocher le travail n'était rien d'autre qu'un proxénète. Dans les rues et supermarchés, je me suis fait tapoter à plusieurs reprises les fesses sans pouvoir vraiment me défendre, en dehors de quelques hurlements que je me permettais de pousser pour appeler en vain au secours et pour manifester mon indignation.

La barrière linguistique ne me facilite pas non plus l'existence. Ne parlant que le français et ma langue maternelle, j'éprouve de sérieuses difficultés de communication dans mon nouveau boulot, où je me sens submergée. À moi toute seule, je fais office de cuisinière, jardinière, coursière... Et figurez-vous : je n'ai même pas un seul jour de repos. Tout de même, ce boulot, je le préfère aux précédents dans lesquels j'étais exposée aux agressions sexuelles, où je recevais au quotidien des propositions indécentes.

Mon enfant, je ne fais que penser à lui. Je m'en veux de me trouver aussi loin de lui. Mais c'est l'espérance de lui offrir une meilleure vie qui me fait tenir et trouver la force d'aller de l'avant. Je peine énormément à trouver des moyens à coût réduit et fiable de transfert d'argent vers le Bénin pour les besoins de mon fils. Il me manque tellement, mon garçon ! Je suis en train de rater les plus importants instants de sa vie. Ici, je n'ai pas de couverture sociale et je ne sais pas vers qui me tourner pour avoir l'information. Il n'y a aucun syndicat, aucune structure à ma connaissance pour la défense des droits des migrants. Pire, même la police est complice des ignominies. Il n'y a presque jamais de suite favorable pour une plainte. Alors vers qui pourrais-je me tourner en cas de besoin ?

Je me sens seule dans cette société méprisante où personne ne prend votre défense même quand vous avez raison. J'espère avoir, d'ici quelques mois ou années, une épargne suffisante afin de me remettre en route et me retrouver dans un pays de l'Occident qui, je l'espère, sera mieux que le calvaire actuel.

Nos gouvernants doivent créer plus d'emploi pour les jeunes ou mettre en place des dispositifs d'accompagnement des jeunes dans leur autonomisation. Ainsi, ils arrêteront de courir vers un ailleurs qui n'a pas toujours un ciel bleu comme on se le représente avant le départ.

EN TERME D'ÉPILOGUE



OLGA

*Ainsi mille soleils auront lui
Mille voix auront crié dans ce désert
Où les nôtres pourrissent...
Où les nôtres pleurent pour survivre*

*Ainsi mille soleils auront brûlé
Leur rêve de l'eldorado,
Ce rêve sans forme, juste ce rêve
Elles nous parlent ces voix, ces échos...*

*Ainsi mille agonisent et attendent
Un signe, un souffle, une voie
Pour reprendre le chemin retour
Vers la terre, la terre grise...*

*Ainsi parla Olga
Ainsi parlent mille autres voix
Cachées dans ces trous d'ivoire
Ainsi parla Olga...*

S.R

*J'ai connu, coeur larmoyant les sévices du temps
À la recherche d'une hirondelle pour mon printemps
J'ai connu une pénurie d'amour et la faim
Dans cet ailleurs dont on chantait les doux refrain*

*L'eldorado, le rêve koweïtien j'ai déchanté
Et j'ai pavé mes quotidiens de souvenirs ensanglantés
Par la barbarie des hommes de là-bas, ces hommes
Qui ont un pauvre coeur d'uranium ...*

*N'écoutez pas ces récits du voisin
Qui m'ont bernée comme celui de mon cousin
Il vous vend le bonheur
D'un Koweït, d'un Liban et autres de malheur*

*J'ai failli mourir loin des miens
Pour un rêve de rien
Koweït, ô triste périple
Dont je garderai à jamais des séquelles multiples
N'y allez pas !*

PRISCA

LE RÊVE INFÉCOND

*Si vous oyez les cris de l'errant
Dont la chasse au bonheur s'en va mourant
Dans les eaux troubles des ailleurs indifférents
Vous saurez que chez soi est un trésor odorant*

*Chez soi malgré les ronces et les épines
Malgré les douleurs qui vous piétinent
Malgré les fardeaux qui vous tordent l'échine
Chez soi est mieux que la plongée anodine*

*J'ai vu les larmes de l'infortuné
Qu'un exode à Lagos a efféminé
J'ai des yeux osseux sur la cheminée
D'une maison camerounaise sans destinée...*

*Et... j'ai vu au pied des eaux gabonaises
Une femme dont la pensée est sur la braise
Et j'ai dit : « Heureux suis-je sans jamais connaître ce malaise
D'aller inféconder mes rêves là-bas derrière les falaises...*

Je suis moi et je suis vous !



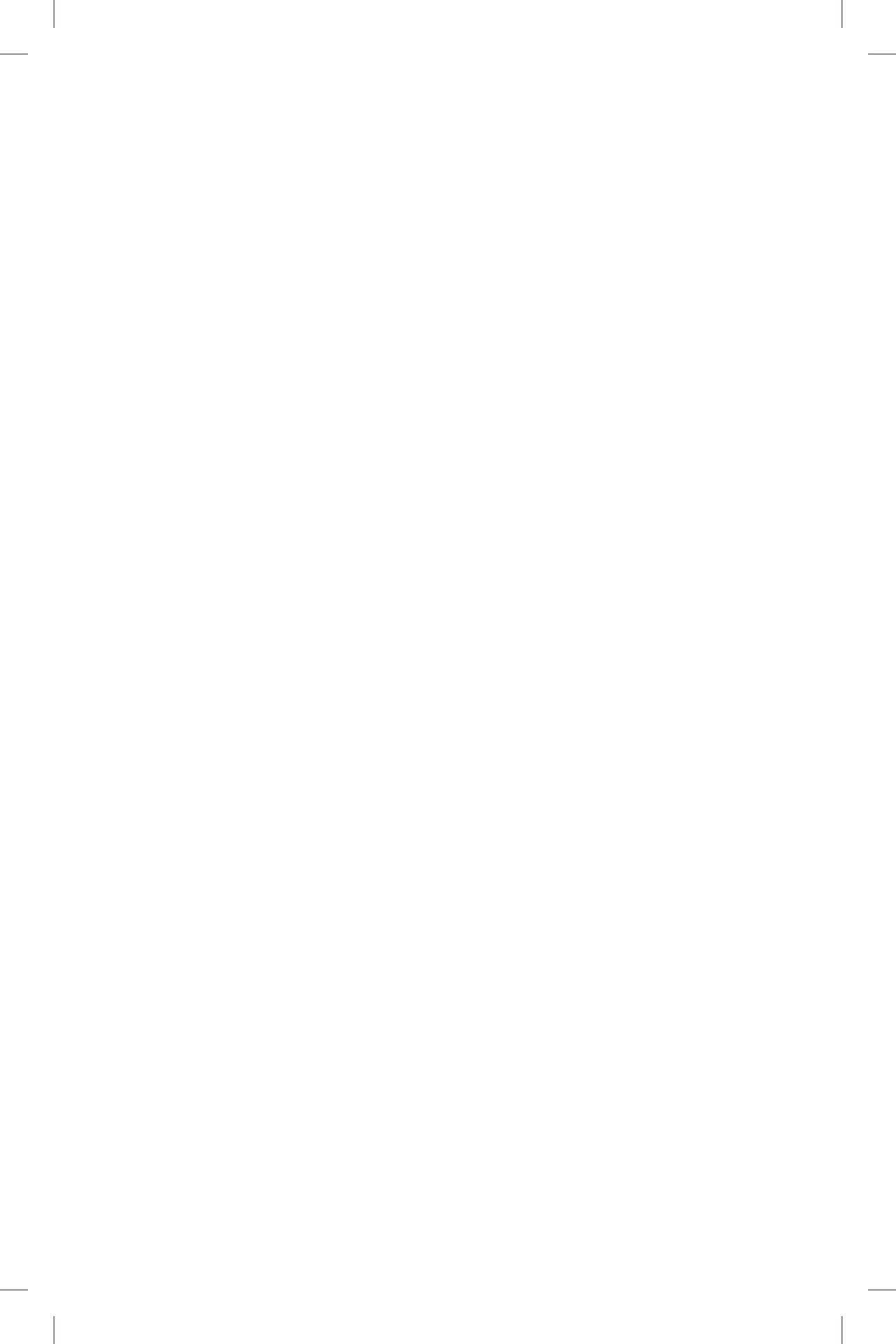
Imprimé au Bénin par :

CHRISTON

Tél. : + 229 95 20 33 20 / + 229 97 13 84 93

Dépôt légal n° 14248 du 8 septembre 2022

3^{ème} trimestre - Bibliothèque Nationale - Bénin



**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

PROMIG-FES
2017-2020

CHRISTON
ÉDITIONS

Fondation Friedrich Ebert - Bureau de Tunisie
4, rue Bachar Ibn Bord
2078 La Marsa - Corniche
Tél. : (+216) 71 77 53 43
E-mail : info.tn@fes.de
www.mena.fes.de

